

150

Six lycéens tués par la police
au cours d'une manifestation
en Afrique du Sud

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir. : Tunisie, 100 m. :
Allemagne, 1 DM : Autriche, 10 sch. : Belgique,
12 fr. : Canada, 3 CA : Danemark, 3 kr. :
Espagne, 20 pes. : Grande-Bretagne, 20 s. : Grèce,
10 dr. : Iran, 40 rials : Italie, 300 L. : Liban, 125 p. :
Luxembourg, 12 fr. : Norvège, 2,75 kr. : Pays-Bas,
1 fl. : Portugal, 120 esc. : Suède, 2,25 kr. :
Suisse, 1 fr. : U.S.A., 65 cts : Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6207-23 Paris
Tél. Paris n° 830072
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Nouvelles perspectives pour l'outre-mer français ?

Sans doute parce qu'un vent de contestation souffle sur les territoires d'outre-mer, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, se veut rassurant. Comme tant, vendredi 17 septembre, la victoire à l'Assemblée de M. Sanford, chef de file des autonomistes tabitiens, aux dernières élections il a développé deux thèmes, dont l'évocation préférait à sourire si le malentendu qu'ils risquent de susciter ne constituait une lourde menace à plus ou moins long terme. Selon le secrétaire d'Etat, la réélection du leader autonomiste « ne peut pas être interprétée comme ayant un sens politique », alors que M. Sanford s'est clairement déclaré pour l'autonomie totale. Et le fait que, selon M. Stirn, la volonté d'autonomie est pratiquement nulle en Polynésie française dispense-t-il d'appliquer une véritable réforme ?

Une fois de plus, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM insiste sur ce qu'il appelle « la volonté des populations de rester dans l'ensemble français » : il rejette la formule de l'autonomie interne, car « elle est l'antichambre de l'indépendance ». Cependant, un élément nouveau apparaît dans la politique gouvernementale : M. Stirn écarte maintenant le principe de la départementalisation pour les territoires français de l'océan Indien, ainsi que pour l'île de Mayotte.

L'abandon du projet de départementalisation — le gouvernement déposera un nouveau statut faisant de Mayotte une « collectivité particulière » — marque-t-il une étape dans l'évolution générale de l'outre-mer français ? Cette décision ne peut que satisfaire ceux qui n'ont cessé de protester contre le fait que le cas des Mayottes, qui avaient voté à 63 % contre l'indépendance de l'archipel des Comores, le 22 décembre 1974, soit dissocié de celui des habitants des trois « îles sœurs » : Anjouan, Mohéli et Grande-Comore.

« La loi française continue de s'appliquer à Mayotte », avait dit catégoriquement M. Stirn après que le 6 juillet 1975, les Comores eurent unilatéralement proclamé leur indépendance. En dépit des résultats des deux référendums, organisés le 8 février et le 11 avril 1976, largement favorables au maintien de l'île dans l'ensemble français, les critiques s'étaient multipliées de toutes parts à l'encontre d'une politique qui menait à l'éclatement de l'archipel.

La réaction des Etats africains progressistes avait été immédiate et la France mise en accusation au cours de plusieurs rencontres internationales en raison de sa politique maharaise : à la conférence islamique d'Istanbul en mai 1976, au sommet des chefs d'Etat de l'Organisation de l'unité africaine de Port-Louis en juillet, à la conférence des non-alignés à Colombo, en août. M. de Gurgand, alors qu'il représentait la France à l'ONU, avait lui-même plaidé contre une sécession très mal reçue dans tous les pays du tiers-monde.

Après l'échec de leur tentative de coup de force contre Mayotte, le 21 novembre dernier, les dirigeants comoriens avaient opté pour la négociation. Ils ont apparemment été entendus, car, en rejetant officiellement le statut départemental pour Mayotte, Paris laisse la porte entrebâillée à un éventuel retour de l'île dans le giron comorien.

Or, aussi longtemps que la question comorienne sera une question économique et sociale, les questions politiques, rien ne pourra fondamentalement changer et de graves menaces d'instabilité pèseront sur ce qui subsiste de l'ancien empire colonial français.

(Lire page 3 l'article de Jean-Marie Colombani.)

Un silence de trois minutes dans toute la Chine en hommage au président Mao Tse-toung

La lutte contre la « bourgeoisie au sein du parti » doit se poursuivre
affirme le premier ministre sur la place de Tien-An-Men

La cérémonie d'hommage au président Mao Tse-toung a eu lieu samedi 18 septembre, à Pékin, sur la place Tien-An-Men, en présence d'un million de personnes. Commencée à 15 heures (19 heures, heure de Paris), elle a duré trente minutes seulement. Elle était présidée par M. Wang Hong-wen, le jeune vice-président du parti.

Après un silence de trois minutes, observé dans la Chine tout entière, M. Hua Guo-feng, premier ministre, a prononcé l'éloge funèbre de Mao. Reprenant les mots d'ordre lancés lors du récent appel du comité central, il a demandé aux Chinois de rester unis, de ne pas se livrer à des complots, insistant sur la nécessité de combattre « la bourgeoisie au sein

du parti » et le « révisionnisme » extérieur. La cérémonie, qui a été retransmise en direct par la radio et la télévision, avait été organisée avec une extrême minutie et un ordre parfait, à l'exception d'un seul détail. Vendredi, le régime avait lancé une vive mise en garde pour prévenir toute tentative de troubles. La radio avait rappelé le rôle joué en avril par la milice dans l'écrasement de l'incident contre-révolutionnaire du 5 avril sur la place Tien-An-Men — à l'occasion d'un hommage rendu à Chou En-lai.

On ignore encore quand et où auront lieu les funérailles de Mao, dont la dépouille mortelle a été exposée pendant huit jours dans une salle du palais de l'Assemblée.

De notre correspondant

d'alignement parfait sur la place elle-même, face à la tribune officielle. Les carrés minutieusement délimités, sur lesquels étaient rangées les délégations portant le bleu de chauffe traditionnel, tranchaient sur ceux qui étaient placés les Pékinois, en chemise blanche. La même rigueur toute militaire apparaissait dans l'ordonnement des groupes, loin

de la place, sur la grande avenue Chang'an. Une immense inscription, qui s'étendait sur près de cent mètres devant le monument aux héros du peuple, portait en caractères géants les mots : « Vive les commandements du président Mao et soutenez jusqu'au bout la cause de la révolution prolétarienne ».

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 4.)

M. Barre assortirait les augmentations d'impôts de mesures de moralisation fiscale

Le conseil restreint qui s'est tenu vendredi 17 septembre à l'Elysée n'a pas permis à M. Barre d'arrêter définitivement son plan de lutte contre l'inflation. Certains choix restent toujours ouverts et notamment celui d'un blocage des prix, considéré comme « techniquement impossible » mais psychologiquement indispensable.

M. Barre, commentera lui-même, le mercredi 22 septembre, à 20 heures, à la télévision, puis jeudi à 13 heures sur France-Inter, son programme, adopté dans la matinée par le conseil des ministres.

D'après nos informations, la facture sèche (quelque 6 milliards de francs) serait couverte tout à la fois par une majoration

modulée (4 et 8 %) de l'impôt sur le revenu, par une augmentation de 4 % de l'impôt sur les sociétés et par une forte majoration de la vignette automobile. Pour faire accepter ces dispositions et le plan d'assainissement de l'économie, qui s'étendra sur toute l'année 1977, l'assouplissement du crédit, allongement de la pression fiscale, effort de réajustement des comptes de la Sécurité sociale, M. Barre annoncera certaines mesures de moralisation fiscale : serait supprimée la possibilité de déduire du revenu imposable des « déficits » entraînés par les travaux d'amélioration des immeubles. En revanche, la réduction des abattements spéciaux consentis à soixante-trois professions ne serait pas retenue.

La curieuse doctrine du consensus

par PAUL FABRA

Entre la politique économique et le ski, il y a ce point commun que, dans les deux cas, les gestes et les actes qu'inspire l'instinct sont les plus propres à provoquer la chute qu'on désire éviter. Le skiur impérial aura tendance à se pencher vers la montagne alors que, pour avoir des chances de garder son équilibre, il doit appuyer le poids de son corps du côté du vide. De même, à l'approche du lancement du plan anti-inflationniste, les représentants des divers « interlocuteurs » sociaux, comme on dit désormais en Belgique (de préférence à l'expression « partenaires »), ne sont pas les seuls à recommander la prudence sous le prétexte que la lutte contre le chômage est au moins une priorité aussi grande que la lutte contre l'inflation, comme s'ils ignoraient que la seule façon d'améliorer la forme l'emploi était d'abord de réduire substantiellement les tensions inflationnistes.

Pour certains on doit, pour combattre le mal, généraliser l'indétermination, alors que toutes les rigidités contribuent à perpétuer

l'inflation, ou bien encore — et les deux mesures ne s'excluent pas — diminuer systématiquement la T.V.A. Cette dernière suggestion plait à ceux qui ont l'oreille des syndicats et qui, au fond d'eux-mêmes, pensent, sans toujours le proclamer sur la place publique, que le meilleur moyen serait encore de rétablir, pour une période indéfinie, le contrôle sur l'ensemble de l'économie en bloquant prix et marges, en surveillant plus étroitement encore les opérations de change, en verrouillant le crédit, etc.

Cette contradiction entre les réflexes des agents économiques et les impératifs d'une véritable politique de redressement explique sans doute pourquoi les grandes réformes économiques ont presque toujours été introduites dans des occasions exceptionnelles, lorsque l'opinion publique, comme frappée de stupeur, s'en remet au pouvoir exécutif. C'est ainsi qu'en

France fut adopté, à la fin de l'année 1958, le plan issu du rapport Rueff, qui devait, après quelques mois — voire quelques semaines d'application, — apporter un démenti aux idées reçues de l'époque selon lesquelles la France était un pays « structurellement » déficitaire et le franc voué, en conséquence, à une faiblesse congénitale.

(Lire la suite page 15.)

précise de la politique extérieure allemande. Je suis un Européen convaincu, un partisan convaincu de l'alliance atlantique, un partisan convaincu de l'amitié franco-allemande.

« Il y a des accents qui seraient différents. Commençons par la défense. Le problème du gouvernement actuel, c'est que la politique du ministre de la Défense, M. Leber, est très controversée dans son propre parti. M. Leber trouve plus d'appui pour des sacrifices financiers en faveur de la Bundeswehr et de l'OTAN, dans la C.D.U.-C.S.U. que dans son propre parti. Dans cette mesure, tout ce qui est nécessaire à la défense de notre liberté sera mieux garanti par un gouvernement placé sous ma direction.

« Le deuxième point important est que, pour moi, il n'y a pas à choisir entre la coopération avec les Etats-Unis et la coopération avec les Européens. L'une et l'autre sont indispensables. Je serai certainement, en tant que chef de gouvernement, un partisan plus pressant pour faire avancer l'intégration européenne. Je suis trop profondément convaincu — c'est aussi une question de génération — qu'il est grand temps de faire progresser l'unification européenne.

« Quelle est votre position par rapport à une politique de défense européenne ? Pensez-vous qu'il faille attendre l'existence d'une autre politique ou — comme certains de vos amis — qu'une coopération franco-allemande plus étroite — notamment dans le domaine nucléaire — doive être dès maintenant recherchée ?

« Il ne faut pas être dogmatique. Je suis pour tout progrès. On ne trouvera toujours lorsqu'il s'agit d'avancer un peu vers un Etat fédéral européen, un Etat véritable, doté de compétences dans tous les domaines.

Propos recueillis par DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 2.)

TÉLÉVISION ENCYCLOPÉDIQUE

Histoire et anatomie de la Méditerranée

« Je pense que cette mer, telle qu'on peut la voir et l'aimer, reste le plus grand document qui soit pour la vie passée. » Ainsi parle M. Fernand Braudel, professeur honoraire au Collège de France et co-auteur avec M. Georges Valéry, directeur de l'Ecole française de Rome, d'une série d'émissions diffusées par FR 3 : « Méditerranée ». Deux universitaires qui pendant douze semaines vont entretenir les téléspectateurs de la mer, pas n'importe laquelle : la « mer nostrum », et selon un point de vue : il s'agit pour eux d'une mesure particulière de l'homme.

Il sera question de la géographie physique, des routes par lesquelles sont nés les échanges, de l'aube historique (venant de Mésopotamie, nos ancêtres les barbares...), de l'histoire de Marseille (à Suez) ; la société méditerranéenne sera envisagée à travers ses migrations, à travers les transformations de la cellule familiale, à travers son espace (comment il se divise, comment se répartissent les tâches), et pour cerner l'héritage les auteurs porteront de Rome, du monothéisme, de Venise (commerce, art

de vivre). Etude en coupe d'une région à travers ses structures, cette série consacrée à la Méditerranée pose l'unité du bassin en postulat et s'attache à l'illustrer, même si on y définit l'unité politique sous Rome comme un mirage qui séduira Napoléon, Mussolini.

Cette initiative à vocation encyclopédique, coproduite par FR 3, Europe 1 et la télévision italienne, succède, après la parenthèse de l'été, aux grandes émissions de vulgarisation « Civilisation » et « America ». Les digressions du Britannique Sir Kenneth Clark sur l'art et sur la société avaient été suivies par quelque 3 % des téléspectateurs. Avec « Méditerranée », M. Maurice Cazeneuve se propose d'atteindre les 5 %.

A cet effet, FR 3, qui ouvrira son antenne, le dimanche en fin d'après-midi, pour présenter des rediffusions « à chaud », inaugure la formule avec « Méditerranée » qui repassera, le 26 septembre à 17 h. 45, sur le lendemain de son premier passage à l'antenne.

(Lire page 8 l'article de Laure Debrault.)



LE NOUVEAU LONGCHAMP

Tribunes panoramiques
Télévision couleur

RESTAURANT ABBRIEN
LON. 55-77

Lieu de plaisir : tél. 286-92-02 et les
jours de courses jusqu'à 12 h : 506-21-51

DIMANCHE 19 SEPTEMBRE

« PRIX VERMEILLE »

150.000 ex.
10^e ÉDITION

raymond
barre

ECONOMIE
POLITIQUE

Tome I
Tome II

puf

EUROPE

Des dossiers concernant l'affaire Lockheed ont disparu du ministère de la défense

De notre correspondant

Bonn. — Le ministère ouest-allemand de la défense a publié, le vendredi 17 septembre, un texte de dix-sept pages sur les scandales Lockheed, dont il ressort que, jusqu'à preuve du contraire, aucun homme politique allemand et aucun parti n'ont été impliqués dans une affaire de corruption. Les documents présentés par M. Ernest F. Hauser, ancien représentant de Lockheed en R.F.A., à l'appui de ses accusations « contre » M. Franz-Josef Strauss, président de l'Union chrétienne sociale bavaroise, se seraient, « après examen par des experts graphologiques, révélés faussés ».

Les reproches faits aux responsables de l'achat des Starfighters-104 à la fin des années 50 n'ont pas été renouvelés. Les critiques de la Cour fédérale des comptes, par exemple, ne sont pas toutes justifiées. Les autres juridictions reprochaient notamment au ministre de la défense d'avoir versé des provisions aux sociétés fournisseuses, comme il était alors d'usage.

Mais le rapport provisoire publié vendredi indique que, lorsque M. Strauss était ministre de la défense, il avait, dans une circulaire, interdit cette pratique.

L'affaire est-elle pour autant classée en ce qui concerne l'Allemagne fédérale ? Certes, pas, car le ministère de la défense reconnaît qu'il existe « certains indices permettant de penser que

des paiements non compris dans les provisions connues jusqu'à maintenant ont été effectués sur des comptes étrangers ». Mais il ajoute que le cas ne pourra seulement être éclairci que quand les autorités allemandes disposeront de tous les documents de la commission américaine Church. A ce propos, M. Erkel, secrétaire d'Etat à la justice, devait partir ce dimanche pour Washington afin de signer un accord avec le gouvernement des Etats-Unis.

Le plus curieux dans toute cette histoire, c'est que le ministère de la défense reconnaît publiquement, pour la première fois, que les dossiers concernant l'achat de Starfighters ont disparu des archives du ministère. Tous les documents du cabinet ministériel, par exemple, portant sur les années 1956 à 1959 sont introuvables (M. Strauss a été nommé ministre de la défense le 18 octobre 1956). On s'est aperçu de leur disparition lors de la première fois en 1963. Ils auraient été soit détruits lors de l'inondation dans la cave du ministère, soit perdus lors d'un déménagement. Fait plus troublant, ces documents ne sont pas répertoriés dans le catalogue des archives, si bien que le responsable du service anticorruption au ministère de la défense a pu affirmer qu'il ne savait pas si ces documents avaient été détruits ou simplement s'ils avaient jamais existé.

D. V.

République fédérale d'Allemagne

Les déclarations de M. Helmut Kohl

(Suite de la première page.)

Par quelles voies ? Je suis même partisan de faire un détour, si ce détour mène au but. Pour ce qui est de la défense, chacun doit savoir que rien ne peut être obtenu en dehors de la coopération avec les Etats-Unis. Je suis partisan d'une étroite coopération avec la France, mais tout le monde sait que sans le « partnership » avec les Etats-Unis c'est insuffisant.

En ce qui concerne l'unité franco-allemande, on ne peut m'en remontrer. Je viens de la frontière franco-allemande. J'ai pendant de longues années dirigé le gouvernement d'un Land qui entretenait les plus étroites relations avec la France. Il n'est pas nécessaire de venir de Hambourg pour mettre en valeur l'amitié entre les deux pays. J'ai grandi dans l'univers spirituel latin. Je vis dans un environnement où la culture humaniste est chez elle. Je dirais si quelqu'un comme Helmut Schmidt venait me demander des conseils, je lui dirais : « Ne soyez pas allemand. Fuyez le simplement rappeler que cette amitié est l'œuvre de la C.D.U.-C.S.U. de Konrad Adenauer, et que je suis le successeur de Konrad Adenauer ».

Etes-vous pour une politique dure vis-à-vis de la République démocratique allemande ?

C'est une question de vocabulaire. Répondez-moi, je vous prie, la République démocratique allemande n'est pas une République démocratique allemande ? C'est une question de vocabulaire. Répondez-moi, je vous prie, la République démocratique allemande n'est pas une République démocratique allemande ?

Les autorités est-allemandes doivent annuler l'ordre de tirer à la frontière. C'est un point central de notre politique.

Les trois alliés occidentaux sont parfois plus prudents que le gouvernement fédéral actuel. Je pense, par exemple, à l'ambassadeur à Berlin-Ouest de l'Office fédéral de l'Environnement, qu'ils ont approuvé seulement au bout des lèvres. Ne craignez-vous pas des difficultés avec les alliés, si vous menez une politique plus ferme vis-à-vis de la R.D.A. ?

Absolument pas. Les trois Occidentaux sont nos partenaires. Je connais les dirigeants du camp occidental et chacun sait, à Paris, à Londres et à Washington, que le problème de Berlin n'est pas seulement un problème de sécurité, mais aussi un problème de paix. Je n'ai aucune crainte.

Les électeurs que nous sommes de nouveau quelquefois. C'est une variante nationaliste. Helmut Schmidt le sait très bien. Je suis pour que chacun apprenne des autres, que nous prenions au sérieux nos forces et nos faiblesses, et que nous nous entraînions. Dans les réunions électorales, je recueille de nombreux applaudissements quand je parle des sacrifices nécessaires de la République fédérale en faveur de l'Europe, parce que je suis profondément convaincu que chaque mark constitue un acompte sur notre propre avenir.

L'Europe telle que je la conçois ne doit pas tomber dans une norme uniforme. Dans cette Europe, nous devons rester non seulement Allemands mais Bavarois, Rhénans, ou Badois, ou bien Bretons, Alsaciens ou Parisiens. L'Europe ne sera pas seulement une Europe des patries mais aussi une Europe des régions.

Comment défaisiez-vous le nouveau patriotisme allemand dont vous parlez souvent ?

Comme allant de soi. Il ne faut pas oublier que pour la première fois la majorité du corps électoral est composée d'une génération née après Hitler, ou qui, comme moi, était enfant sous le III^e Reich. Et cette nouvelle génération, surtout, plus jeunes, n'a pas les complexes de ses pères. Elle a le sentiment qu'il ne suffit pas de vivre dans une société de consommation. Nous sommes un pays dirigé.

Au-delà de la fierté justifiée, l'expression vise à persuader

La R.F.A. est-elle un exemple ?

vingt ans. Tous les groupes y ont participé : les syndicats, les entreprises, les paysans, les ouvriers. C'est une œuvre commune. Nous pouvons en être fiers, mais nous devons prêter attention à ce qu'est notre histoire, d'où nous venons. Je n'emploierai pas cette expression de « modèle », bien que certains de nos réalisations soient exemplaires, parce qu'elle peut entraîner chez nos voisins des réactions psychologiques évitables.

Tout d'abord, cette référence à un « modèle allemand » est une impertinence. Car cette République fédérale a été construite par et pour les Allemands, les sociaux-démocrates ne sont au pouvoir que depuis sept ans. Nous, nous avons gouverné pendant

la R.F.A. est-elle un exemple ?

vingt ans. Tous les groupes y ont participé : les syndicats, les entreprises, les paysans, les ouvriers. C'est une œuvre commune. Nous pouvons en être fiers, mais nous devons prêter attention à ce qu'est notre histoire, d'où nous venons. Je n'emploierai pas cette expression de « modèle », bien que certains de nos réalisations soient exemplaires, parce qu'elle peut entraîner chez nos voisins des réactions psychologiques évitables.

Tout d'abord, cette référence à un « modèle allemand » est une impertinence. Car cette République fédérale a été construite par et pour les Allemands, les sociaux-démocrates ne sont au pouvoir que depuis sept ans. Nous, nous avons gouverné pendant

MENACES SUR L'UTOPIE SUÉDOISE

III. — Un trop bel héritage

De notre envoyée spéciale
NICOLE BERNHEIM

Les élections, qui ont lieu le 19 septembre, en Suède, marqueront-elles la fin de quarante ans de régime social-démocrate ? Malgré ses remarquables réalisations, le parti est en effet de plus en plus vivement contesté dans sa doctrine et aussi dans la personne de son chef. Mais l'opposition, si elle arrive au pouvoir, aura la partie difficile. Dans ses précédents articles (« le Monde » des 17 et 18 septembre), notre envoyée spéciale a présenté les arguments des uns et des autres.

Stockholm. — « Quarante-quatre ans, c'est assez ! » proclament de nombreux Suédois, dont un certain nombre de sociaux-démocrates. Mais si l'opposition arrive au pouvoir, elle aura la partie difficile. En parlant de « quarante ans d'héritage », est un peu trop beau.

La Suède offre un spectacle à bien des égards exemplaire : pas de luxe affiché à Stockholm comme à Paris, à Londres ou à Rome, mais une aisance paisible. Une population aimable, un mode de vie décontracté. Dans la capitale, d'où les sex-shops ont pratiquement disparu, les écologistes veillent, soucieux, sur le moindre arbre menacé, la plus petite parcelle de pollution. On peut à nouveau se baigner dans le lac Mälaren qui s'étend à travers la ville. La « City », le nouveau centre des affaires, n'est pas une totale réussite esthétique, mais le forum de Sergels Torget, sa grand-

placé, connaît une animation quasi permanente, et la maison de la culture qui le borde ne désemplit pas.

La voiture, la stupa (la bicyclette de week-end dans la forêt) plus ou moins rustique, le volier plus ou moins important, font désormais partie de la vie du Suédois moyen. Les programmes de télévision sont assez lourdement pédagogiques, mais les journaux sont excellents, divers, et d'ailleurs subventionnés par le gouvernement, qui a une tendance, à leurs affaires vont mal.

La vie en Suède est sans doute moins chatoyante, moins animée que, plus au sud, sur le « continent », surtout depuis que la contestation permanente s'est installée avec la guerre du Vietnam, mais chacun y a sa place. Les « marginaux » en tout genre y ont droit de cité ; un « père célibataire » n'étonne plus, et, pour ce qui est de la culture, la pastorale, joyeuse et rubiconde, qui entre dans un restaurant.

De notre envoyée spéciale
NICOLE BERNHEIM

La vie en Suède est sans doute moins chatoyante, moins animée que, plus au sud, sur le « continent », surtout depuis que la contestation permanente s'est installée avec la guerre du Vietnam, mais chacun y a sa place. Les « marginaux » en tout genre y ont droit de cité ; un « père célibataire » n'étonne plus, et, pour ce qui est de la culture, la pastorale, joyeuse et rubiconde, qui entre dans un restaurant.

Les moyens d'être socialistes

Les trois partis d'opposition « bourgeois » admettent que s'ils arrivent au pouvoir, ils ne pourront pas limiter d'une façon ou d'une autre ces avantages sociaux. Il ne sera pas non plus possible d'élargir les impôts sur les gros revenus, bien que tous les Suédois se jugent surpris. La seule différence entre M. Bohman, chef du parti conservateur, et M. Palmé, est que le premier affirme aux gros contribuables qu'il n'aggravera pas le taux de l'impôt progressif, tandis que le second promet le contraire.

Le programme du parti conservateur (qui élit en 1970, si en 1973) est d'une prudence modérée : son argument le plus frappant est que « la Suède n'a pas les moyens de traverser la crise ». Il estime que « les dépenses publiques sont un gouffre » et que le « point de travail et l'esprit d'initiative » pâtissent du manque de « liberté de choix » qui est ressenti de plus en plus fortement par tous ceux qui vivent en Suède.

libérales, M. Ahlmark est, dit-on, un « chéri » de la jeunesse. Ses idées sont assez proches de celles de la droite, mais il est un socialiste de gauche. Dans un pays encore très proche de son passé rural, profondément marqué par le luthéranisme, la concentration des pouvoirs par l'appareil de l'Etat est ressentie comme une atteinte aux libertés individuelles. Les libéraux promettent une plus grande autonomie aux autorités locales, notamment en matière sociale, hospitalière et économique, et s'élèvent contre le regroupement des communes rurales, fait jugé, à un rythme abusif.

Ils déclarent se séparer nettement des conservateurs, notamment par leurs positions favorables à la libération du système exécutif des impôts. Les libéraux sont même les seuls, dans ce dernier domaine, à réclamer le vote d'une loi contre la détermination des salaires, l'emploi qui, curieusement, n'est pas inscrite dans la nouvelle Constitution suédoise.

Le parti de M. Ahlmark assure qu'il pourrait gouverner sans difficultés avec les centristes. Mais ses électeurs sont trop différents de ceux de M. Fålldin pour que le mariage soit sans orages. Les libéraux, qui se concentrent surtout à Stockholm, Göteborg et le centre de la province du Norrland, se recrutent dans les professions libérales, l'enseignement et la fonction publique. Celles de M. Fålldin viennent du milieu rural, des petits commerçants, des « cols blancs » inquiets de la collectivisation du pays et des excès de la société de tolérance.

L'affaire des centrales nucléaires

Les centristes et les libéraux se rejoignent sur deux points importants : la décentralisation et la protection de l'environnement. Mais leurs conceptions restent divergentes. En fait de décentralisation, les centristes rêvent, plus ou moins consciemment, d'un retour à la Suède de papa, avec de petites communes autonomes, proches des intérêts de leurs administrés, et surtout, bien sûr, de ceux des agriculteurs. Mais la politique centriste de l'environnement va beaucoup plus loin, par certains aspects, que celle des libéraux (qui ont fait imprimer leurs affiches électorales sur du papier « recyclé »).

L'affaire des centrales nucléaires

Le meilleur about des centristes, c'est leur hostilité inconditionnelle à la construction de nouvelles usines nucléaires. Insensibles aux arguments économiques des sociaux-démocrates qui attendent de ce programme la création de milliers de nouveaux emplois, et la possibilité, pour la Suède, de couvrir son expansion économique sans avoir à pâtir de l'augmentation du prix du pétrole. M. Fålldin s'est entêté. « Comme un paysan qui est incapable de voir plus loin que le bout de son champ ! », disent ses détracteurs.

L'affaire des centrales nucléaires

« est devenue la question de la vie politique nationale. Nombre de voix autorisées, scientifiques notamment, font valoir que M. Fålldin fait purement et simplement de la démagogie. Elles estiment que s'ils avaient au pouvoir, les centristes ne pourraient pas abandonner la construction des huit centrales qui doivent s'ajouter à celles en cours d'édification. Les sociaux-démocrates ont pris la présidence de décider qu'en 1978 un « arrêt de contrôle » du programme aura lieu et que, de toute façon, la consommation énergétique de la Suède ne devra pas augmenter de plus de 2 % par an. Mais la thèse de M. Fålldin fait reculer. Notamment auprès des jeunes électeurs portés par la vague écologique.

Une fois de plus, le sort des sociaux-démocrates dépend du vote communiste. Avec un nombre de voix qui varie autour de 5 %, le V.F.K. (parti de gauche) est classé en 1973, il n'est qu'en 1973. Ses positions ne diffèrent pas toujours sensiblement de celles des sociaux-démocrates, mais il reste partisan de la lutte « de classes » et assure qu'il ne fait pas systématiquement cause commune, au Parlement, avec le parti de M. Palmé.

Les positions du P.C. suédois sont, à bien des égards, surprenantes. Par exemple, il n'est pas

franchement opposé à la construction d'usines nucléaires et souhaite un référendum sur la question. En fait, il est, sur ce sujet comme sur plusieurs autres, profondément divisé. Tandis que son bureau politique, à Stockholm, regarde avec intérêt du côté de l'eurocommunisme, ses sections du Nord sont restées strictement orthodoxes. Elles sont favorables à la construction de nouvelles usines nucléaires pour sauvegarder les emplois et ont joué un rôle important dans les grèves sauvages qui ont paralysé pendant deux mois, en 1970, les mines de fer de Kiruna, et, deux mois, les chantiers forestiers, au printemps 1975.

Les communistes redoutent une arrivée au pouvoir des partis « bourgeois » qui ont mené pendant quarante ans le pays vers le Marché commun, voire l'O.T.A.N. M. Ingemar Andersson, rédacteur en chef du périodique Ny Dag (16 000 exemplaires) rappelle avec amertume que M. Per Ahlmark, lorsqu'il était président des jeunes libéraux, dans les années cinquante, était un partisan enthousiaste de l'entrée de la Suède dans l'alliance atlantique et aussi dans le club nucléaire.

Divisé, harcelé sur sa gauche par divers groupements trotskistes et pro-chinois, le V.F.K. peut difficilement se permettre de décrocher de ce qu'il refuse de considérer comme un bloc socialiste. Mais son premier problème consiste à obtenir 4 % des voix obligatoires pour obtenir des sièges au Riksdag.

Le « socialo-baptême »

la politique suédoise. Mais le 1 % du revenu national, l'un des plus forts pourcentages de toutes les nations développées — attribué à l'aide au tiers-monde n'est remis en cause par personne.

Si la Suède reste à l'abri des affrontements idéologiques qui déchirent les sociétés européennes, c'est sans doute parce que c'est un pays « moins » par sa population ethniquement homogène, et parce que sa révolution industrielle n'est pas datée que du début du siècle. Mais c'est surtout parce que, subtilement, profondément ancrée dans la conscience nationale, le souvenir des luttes sociales. Des luttes entamées au milieu du siècle dernier par des organisations baptistes et des ligues anticléricales, sur lesquelles vint se greffer, un peu tard, un socialisme importé d'Angleterre et d'Allemagne. « La plupart des leaders ouvriers du siècle dernier étaient aussi baptistes et membres de sociétés de tempérance », nous raconte un historien du mouvement ouvrier qui craignait, par ailleurs, que le « collectivisme » grandissant ne finisse par éliminer l'humanisme du socialisme suédois.

Plus prosaïquement, un militant d'extrême gauche, sans illusion sur les chances d'un avènement prochain du marxisme pur et dur en Suède, nous disait souhaiter une victoire de la coalition « bourgeois ». « Après quoi, les sociaux-démocrates pourront revenir au pouvoir, blanchis par trois ans d'opposition, débarrassés de quelques « germes » compromettants, et dotés d'une prudence et d'une modestie nouvelles. »

Seulement, en Suède, les gouvernements et les premiers ministres durent beaucoup plus longtemps qu'ailleurs. Et si jamais les partis « bourgeois » s'installaient pour quarante ans au pouvoir ?

la politique suédoise. Mais le 1 % du revenu national, l'un des plus forts pourcentages de toutes les nations développées — attribué à l'aide au tiers-monde n'est remis en cause par personne.

Si la Suède reste à l'abri des affrontements idéologiques qui déchirent les sociétés européennes, c'est sans doute parce que c'est un pays « moins » par sa population ethniquement homogène, et parce que sa révolution industrielle n'est pas datée que du début du siècle. Mais c'est surtout parce que, subtilement, profondément ancrée dans la conscience nationale, le souvenir des luttes sociales. Des luttes entamées au milieu du siècle dernier par des organisations baptistes et des ligues anticléricales, sur lesquelles vint se greffer, un peu tard, un socialisme importé d'Angleterre et d'Allemagne. « La plupart des leaders ouvriers du siècle dernier étaient aussi baptistes et membres de sociétés de tempérance », nous raconte un historien du mouvement ouvrier qui craignait, par ailleurs, que le « collectivisme » grandissant ne finisse par éliminer l'humanisme du socialisme suédois.

Plus prosaïquement, un militant d'extrême gauche, sans illusion sur les chances d'un avènement prochain du marxisme pur et dur en Suède, nous disait souhaiter une victoire de la coalition « bourgeois ». « Après quoi, les sociaux-démocrates pourront revenir au pouvoir, blanchis par trois ans d'opposition, débarrassés de quelques « germes » compromettants, et dotés d'une prudence et d'une modestie nouvelles. »

Seulement, en Suède, les gouvernements et les premiers ministres durent beaucoup plus longtemps qu'ailleurs. Et si jamais les partis « bourgeois » s'installaient pour quarante ans au pouvoir ?

LE SYSTÈME ÉLECTORAL

Six millions d'électeurs suédois, dont cinq cent mille âgés de dix-huit à vingt-trois ans, vont élire, dimanche 19 septembre, leurs députés au Riksdag (Parlement national), ainsi que leurs conseillers municipaux et provinciaux. Pour les élections nationales, les électeurs sont répartis en quatre circonscriptions, quelque deux cent trente mille travailleurs suédois résidant en Suède depuis trois ans au moins participent aux élections pour la première fois.

Pour les élections législatives, trois cent quarante-neuf députés (un de moins qu'en 1973, afin d'éviter la possibilité de votes à un nombre égal de voix) seront élus ; les sièges sont attribués toutefois par deux méthodes : trois cent dix sont acquis par suffrage universel direct selon un système proportionnel par scrutin de liste, les trente-neuf sièges restants sont attribués par répartition des restes à l'échelon national à ceux des partis qui ont obtenu au moins 4 % des suffrages exprimés.

M. GUNNAR LANGE, qui fut ministre suédois du Commerce de 1956 à 1968, est décédé vendredi 17 septembre à l'âge de soixante-sept ans des suites d'une longue maladie. M. Lange avait été dans les années 50 l'un des initiateurs de l'A.E.L.E. (Association européenne de libre-échange) dont il fut plusieurs fois le président. Il avait été en 1954 ministre des affaires civiles. Il avait été aussi président de la Fédération suédoise de football de 1963 à 1969. — (A.F.P.)

Propos recueillis par
DANIEL VERNET.

A travers le monde

Côte-d'Ivoire

M. FELIX HOUPHOUËT-BOÛYI, président de la République de Côte d'Ivoire, était attendu à Paris dimanche 19 septembre pour un séjour privé. Le chef de l'Etat ivoirien rendra visite à son fils, gravement blessé au début d'août dans un accident de la route, et soigné à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches. — (Reuter.)

Pologne

LES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES SERONT MAINTENUS « RELATIVEMENT LONGTEMPS » à leur niveau actuel, a annoncé vendredi 17 septembre l'organe officiel du parti communiste polonais, l'hebdomadaire Polityka.

19 SEP 1976

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le P.C.F. s'applique à détendre les relations avec le P.S.

nationale, s'est simplement déclaré « surpris et peiné » à quant à l'humanité du 18 septembre elle se borne à reproduire, outre les propos du premier secrétaire du P.S., le texte de l'accord du 28 juin entre les trois partis de gauche et l'appréciation que le bureau politique et M. Georges Marchais ont porté sur cette déclaration commune.

peiné. Je ne comprends pas son attitude ni sa colère subite, que je souhaite passer. Nous restons, quant à nous, très tranquillement à la lettre et à l'esprit de l'accord du 28 juin. Nous y restons fidèles et souhaitons l'expliquer. Nous ne voulons pas dramatiser ce problème. Nous combattons pour l'union de la gauche. » M. Ballanger a précisé que le comité central du P.C.F. n'avait édité aucune affiche et qu'il ne pouvait donc s'agir que d'initiatives locales.

M. Guy Poussy, secrétaire de la fédération du Val-de-Marne du P.C.F., s'étonne que nous ayons indiqué dans le *Monde* du 19 septembre que sa fédération n'a pas rencontré son homologe socialiste du fait du P.C.F. dit-on du côté socialiste. Il nous a écrit :

Il semble impossible que M. Patrice Henu, secrétaire de la fédération socialiste du Val-de-Marne, ait pu soutenir cette opinion, alors qu'en juillet nous étions convenus que nos deux fédérations se rencontreraient dans les premiers jours de septembre. Ce n'est qu'à la suite de la réunion qui devait se tenir le 14 septembre a été repoussée au 21.»

De nombreuses personnalités françaises ont signé le registre de condoléances. Après MM. Pomiatowski, Lecanuet, de Guirgand ont début de semaine, MM. Barre et Rossi jeudi, ce fut le tour, vendredi de MM. Ansquer, ministre de la qualité de la vie, Poncelet, secrétaire d'Etat au budget, Bettencourt, ancien ministre, qui dirigea, en 1964, la première mission gouvernementale française en Chine, Ceyrac, président du Conseil national du patronat français.

Quant à Mme Han Suyin, qui dit avoir reçu des centaines de lettres d'inconnus français, elle fut ovationnée lorsqu'elle stigmatisa les « *solidaristes, sinologues* » qui croient qu'un dieu est mort et que la Chine va se désintégrer : ils n'ont pas compris que « *la continuation de la révolution est la seule façon de faire la révolution* », et ils ont oublié que « *la lutte ne s'est jamais assaisie dans le parti communiste chinois depuis le jour même de sa création en 1921* ». Demain ? - Bien sûr qu'il

Pour l'avenir, la secrétaire générale des A.A.F.C., Mme Marchais, est confiante. Elle s'appuie sur une expérience de plusieurs années d'enseignement en Chine pour reprendre à son compte les conclusions d'une lettre d'étudiants de Pékin écrivant à Mao peu avant sa mort : « Vieil homme, vous pouvez être tranquille. » — J. H.

● Une journée de deuil national a été observée, samedi 18 septembre, en Roumanie, à l'occasion des funérailles de Mao. — (A.P.)

A 9 heures, toutefois, la circulation était totalement interrompue dans le centre ; seules les voitures officielles pénétraient jusqu'à la place Tien-An-Men. Les étrangers résidant à l'hôtel Pékin, non loin de cette dernière, avaient été prévenus qu'ils ne pourraient plus entrer dans la cour de l'établissement entre 10 et 18 heures.

La place Tien-An-Men elle-même restait vide, exception faite des premiers éléments du service d'ordre et des techniciens de la télévision qui réglaient leurs caméras. Mais les rues avoisinantes étaient déjà noires de monde. Par dizaines de milliers, les soldats et civils chinois, appartenant à des unités ou à des groupes serrés, tandis que d'autres contingents de manifestants, affluant en cortèges ininterrompus, venaient les rejoindre. Les soldats étaient, pour la plupart, porteurs de la rouge réglementaire. De nombreux civils portaient d'un côté ou de l'autre de la main, pendant cette longue journée, cette concentration d'hommes et de femmes était d'autant plus impressionnante qu'à plus de 5 kilomètres de Tien-An-Men la densité des groupes et des cortèges était aussi forte qu'aux abords immédiats de la place.

Toutefois, était-ce pour se préparer de prochains incidents ? Des parcs de secours étaient installés, avec civières et ambulances, dès les premières heures de la manifestation, et des voiles étaient tendues pour les grandes et nombreuses patinoires provisoires mises en place depuis plusieurs jours. Des postes de secours étaient installés à 100 mètres. Le plus frappant était sans doute la discipline avec laquelle s'effectuait ces grandes manœuvres de masses.

● L'Agence Chac nouvelle a rendu compte jeudi 16 septembre de l'intervention, mardi, du président de la République, au sein de l'Institut des hautes études de défense nationale. Sous le titre « L'indépendance », le ministre a affirmé la politique indépendante de défense de l'agence. « Mais l'indépendance ne signifie ni solitude ni isolement. La France appartient et continue d'appartenir à l'alliance atlantique. Comme elle appartient géographiquement et historiquement à l'Europe ». Le premier ministre, indiquant l'agence, a déclaré que la politique de défense indépendante de l'agence repose sur la grande majorité de la population. (A.F.F.F.)

A partir de dimanche vont se tenir successivement l'assemblée générale de l'Union des Français de l'étranger (U.F.E.) et la session du conseil supérieur des Français de l'étranger. S.F.E. Nous assisterons sans doute comme par le passé à une généreuse distribution de témoignages d'autosatisfaction, d'autant qu'en novembre 1976 le ministre a... institué un groupe de travail chargé de proposer des mesures... à nous extraire du

En deux jours, l'U.F.E., dont le comité de direction compte plus de la moitié de ses membres résidant en France, et ne comprend aucun coopérant, aucun salarié, aura la prétention d'étudier les problèmes auxquels nous sommes confrontés et, dans une série de vœux plus ou moins, de suggérer des solutions.

En quatre jours d'avant le C.S.F. quelques rares représentants des syndicats de salariés auront fait entendre timidement leurs voix, car ils ne sont pas du monde des multinationales.

Ce C.S.F.E. est une institution anachronique, un hochet mis à la disposition de quelques notables choisis pour leur docilité, afin de fabriquer tous les trois ans des «sénateurs» représentant les Français de l'étranger grâce à un système électoral que les démocrates populistes refusent. Il n'a même pas l'apparence démocratique.

Self-on quo! nombre des membres du conseil nommés par le ministre des affaires étrangères aucun ne représente la Fédération de l'éducation nationale, ni le Syndicat général de l'éducation nationale, ni le Conseil national du patronat français, ni la Confédération générale du travail. A plus forte raison, les autres centrales syndicales.

Le groupe de travail instauré par le premier ministre n'a fait qu'accroître la différence entre les Français - de « et » - l'étranger. En effet, en dehors de la possibilité d'adhérer à nos frais (part salariale et part patronale) à la Sécurité sociale, aucune mesure spécifique n'est venue apporter une faible lueur d'espoir à nos anglophiles. Pour être comprise de l'orlon pur¹ que, il conviendrait de préciser.

Un petit Français du Cantal ou de la Corrèze, est assuré de connaître une scolarité en conformité avec la Constitution de la République, tandis que son petit camarade de l'étranger est contraint de payer. A la rentrée de cette année, au Maroc, les frais de scolarité ont augmenté de 60 %. Ce n'est pas encore excessif! Mais nous sommes sur la voie des 5 000 francs par an que les « technocrates » ont prévu que nous paier²ons, en 1980.

En «³rtu d'une régi⁴... »ation qui n'a rien à voir avec l'éducation, on limite, sous prétexte d'économies, à six ans le temps de séjour de nos enfants pour autant prévoir les conditions d'accueil des nouveaux. Ces six ans que cette année nous voyons partir du Maroc des enseignants pour Bogota, pour Mexico... pour...

d'autres arrivant des mêmes horizons, sans qu'ils se soient recyclés en métropole, comme on nous l'a affirmé pour justifier cette mesure aberrante.

Aucune priorité n'est accordée à ce. enfants pour l'accès aux c'tes universitaires. Leurs parents sont des « aventuriers ». Ils ont une progéniture en appais. à accomplir son service national, nous sommes obligés de lui payer le voyage jusqu'au bureau de rec: ment

Pour les salariés et cadres nés et travaillent toujours dans les ex-colonies et ex-protectorats devenus aujourd'hui pour leur malheur des pays à régime démocratique. Ces femmes et ces hommes sont ignorés de la Méditerranée. Ils ne sont pas des aventuriers. Ils sont des gens qui ont été chercher fortune par-delà les mers et qui sont pour les fonctionnaires du Quai d'Orsay et de la Rue de Rivoli des repus et des nantis. En un mot, ils sont des asequéas du colonia-

Si par malheur il était contraire à un retour précipité en France, ils n'ont aucune garantie de réemploi, aucune garantie de réinsertion. Mieux : le ministère des affaires étrangères leur assure qu'ils pourront se faire inscrire au chômage et percevoir 12 francs par jour, soit de 5 francs par enfant à charge. Leurs jours sont assurés.

Quant aux vieux et aux handicapés, s'ils demeurent à l'étranger ils n'ont droit strictement à rien, à moins qu'ils n'acceptent un retour en France pour aller vivre mourir dans un asile.

Enfin la Sécurité sociale, les vieux pays d'origine, les travailleurs immigrés et les familles de ces derniers, les pays d'accueil, nous ont refusés, à moins que nous n'ayons obtenu un statut de réfugiés, la pitié.

Les Français de l'étranger sont les sujets du roi Ubu.
Pour conclure nous dirons comme Albert Camus, ce grand
- native - : « Si l'ordre français devait être celui de la prudence et
de la sècheresse de cœur, nous serions tentés d'y voir le pire désordre,
puisque par indifférence il autoriserait toutes les injustices. »
(*) Ancien délégué élu représentant les Français du Maroc au
conseil supérieur des Français de l'étranger.

M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, interrogé vendredi 17 septembre au micro d'Europe 1 sur la démission de Jacques Chirac, a estimé : « Quand un homme est actif, dynamique et qu'il veut reconquérir son siège de député, il ne démissionne pas. Il rappelle à l'opinion que son parti est toujours là rien de choquant (...). Je ne vois pas une seule phrase, une seule ligne qui puisse prêter à discussion. C'est une déclaration en marge de la majorité présidentielle. C'est une affaire interne à l'U.D.R. Je constate que Jacques Chirac embossait ses amis (...). Il me dit par exemple : Je vois me suivre ailleurs... »

● M. Bernard Loth, président de l'Union des jeunes pour le progrès (jeunes gaullistes), a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que la déclaration dans laquelle on lit notamment : « Si l'appel au rassemblement lancé par M. Jacques Chirac vise au-delà des querelles, au-delà des personnes, à présenter une vision nouvelle de la politique gaulliste aux Français, aussi bien face à l'alliance socialo-communiste qu'à la tendance giscardienne, pour restaurer l'autorité de l'Etat et assurer la réalisation des réformes nécessaires à notre pays, l'U.J.P. (...) ne peut qu'être favorable. »

M. Yves Guéna a indiqué au bureau exécutif les modifications qu'il a apportées à l'organisation du secrétariat général de l'U.D.R. Le bureau a assisté les deux secrétaires généraux adjoints (un lieu de quatre). MM. Charles Pasqua, ancien député qui reste chargé de l'animation et M. Robert Lemaire, assisté les deux secrétaires locaux et l'action socio-politique.

Deux secrétaires généraux adjoints : MM. Edouard Missoffe, député de Paris, et M. Antoine Rufenacht, nommé secrétaire général auprès du premier ministre.

Le secrétaire général de l'U.D.R. compte 120 membres.

DEUX SECRÉTAIRES NATIONAUX : M. Guy Sabatier, ancien député, ancien rapporteur général du budget (affaires économiques) et M. René Gaillet, député des Pyrénées (affaires sociales).

SEPT DÉLÉGUÉS : MM. Emmanuel Aubert, député des Alpes-Maritimes (relations internationales), Alain Aubert (jeunes), Jacques Noël Desvignes (femmes), MM. René Gaillet (député), et Rhône (action ouvrière), Guy Duermeyer, député du Finistère (agriculture), Joseph Cornil, ancien ministre (enseignement) et Jacques Crochet, député d'Ille-et-Vilaine (affaires rurales).

JUSTICE

L'ATTENTAT SUR L'AÉROPORT D'AJACCIO

Aucun des inculpés n'a participé à l'attaque du Boeing d'Air France affirment les avocats des personnes écrouées

Marseille. — Après la décision de la Cour de cassation de confier le dossier de l'attentat d'Ajaccio contre un Boeing d'Air France à un juge d'instruction du tribunal de Lyon (« le Monde » du 17 septembre), les dix-sept inculpés ont été transférés, dans la nuit du 16 au 17 septembre, des Baumettes à la prison Saint-Luc de Lyon.

Au cours d'une conférence de presse organisée à Marseille par le comité de soutien aux patriotes corse emprisonnés et aux familles, trois des défenseurs de ces inculpés, M. Marc Gréco, Dominique Renucci et Gilbert Collard, du barreau de Marseille, ont protesté contre le déroulement de l'information. Les trois avocats ont notamment souligné que, du fait du transfert des inculpés et du déstabilisme du magistrat instructeur d'Ajaccio au profit d'un juge de Lyon, une atteinte grave avait été portée aux droits des détenus et de la défense.

« Aux termes de la loi, ont-ils indiqué, les personnes appréhendées auraient dû avoir la possibilité de se faire assister d'un avocat lors de leur première comparution devant le juge d'instruction, ce qui n'a pas été le cas. D'après l'article 135 du code de procédure pénale, le magistrat devait alors les interroger en présence de leurs défenseurs dans les cinq jours suivant cette première comparution, mais une telle formalité n'a pu être davantage accomplie en raison de l'arrêt rendu par la Cour de cassation. »

« A une exception près, aucune famille n'a pu obtenir de permis de communiquer, ont ajouté les avocats, si bien que les détenus n'ont même pas pu recevoir de lettres de réconfort depuis plusieurs jours. Nous mêmes n'avons pu voir nos clients qu'avec difficulté. »

Selon la défense, « aucune

condition n'est requise pour le maintien en prison des manifestants de Campo-dell'Oro ». « Nos clients, ont précisé les avocats, ont été de la poursuite leur gré de la justice leur soit rendue. » M. Gréco a précisé que la défense avait en sa possession suffisamment de documents pour établir qu'aucun des inculpés n'avait participé directement ou indirectement à l'attaque du Boeing. Nous avons pu établir que le Boeing a explosé vingt-cinq minutes après que tout le monde eut quitté l'aéroport, a-t-il précisé.

Avant l'intervention de M. Gréco, M. Jean-Baptiste Cianfrani, président du comité de soutien et membre du comité central de la Consulta, avait déclaré que les détenus étaient « victimes d'un front anti-sicilien nommé érigé par le préfet Riacci et les chefs de clans ». « Nous le disons bien fort, on n'a pas le droit de créer en Corse, pour des raisons politiques électorales, une situation irrationnelle. »

M. GUICHARD RECOMMANDE LA MODÉRATION DANS LES JUGEMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

M. Olivier Guichard, ministre de la Justice, va recommander la modération aux juges dans les affaires d'accidents du travail. Répondant, vendredi 17 septembre à La Baule, à M. René Lamignon, président de l'Union nationale de la maçonnerie, qui, devant les membres de son organisation, s'était inquiété des poursuites engagées contre les entrepreneurs, M. Guichard, tout en qualifiant les accidents du travail de « problèmes douloureux », a affirmé qu'il s'efforcerait d'être « de la persuasion » pour expliquer aux juges que « les entrepreneurs français étaient la cheville de ce pays » et que si « on ne les laissait pas travailler, on connaîtrait des jours bien difficiles ».

SPORTS

ATHLÉTISME

La réunion du Stade français

UN RENDEZ-VOUS MANQUÉ

Le public français ne croit plus à l'athlétisme et les organisateurs le lui rendent bien. On annonce à ce public un « plateau » de champions olympiques pour la première journée de la réunion du Stade français vendredi 17 septembre et il ne remplit pas une demi-tribune du stade Jean-Bouin. On voudrait s'indigner mais ce sont les absents qui ont eu raison, qui vont finir par avoir toujours raison.

De champions, point. De spectacle, à peine. Quatre épreuves supprimées sans qu'on le dise à personne. Des « trous » de vingt minutes, et voilà ce malheureux public qui s'ennuie, qui crie : « Remboursez ! Remboursez ! » à la fin du plus mauvais spectacle.

Dans les coulisses, on maudit les Anglais, qui ont tué la soirée en organisant un meeting concurrent à Londres. A quel moment les préférences des athlètes ? Personne n'ose le dire. Imaginez qu'il soit question de cachet, ce n'est pas le moment de passer pour des pingres quand on demande 25 francs à l'entrée. Mieux vaut se draper d'indignation et feindre d'ignorer que les champions courent pour autre chose que pour l'honneur.

C'est ce qu'a choisi de faire le président de la réunion, M. Lorré, qui déclare au micro : « Je comprends votre indignation. L'athlétisme français se meurt. Laissez-le en paix dans son agonie. Je suis comme vous indigné de la défection des athlètes français de premier plan. Je vous donne tout de même rendez-vous à demain », lance-t-il enfin au public, qui répond « non ».

Le speaker, qui est resté impassible dans sa tour de verre, annonce pour le lendemain des participants aussi prestigieux que ceux qui sont pas venus le jour même. Les « cochons de payants », faute de trouver un autre bouc émissaire, s'en prennent aux journalistes, coupables d'avoir cru comme eux qu'un cadavre pouvait bouger encore.

FRANÇOIS SIMON.

AUX ASSISES DE PARIS

Le vieil homme assassin

Presque impotent, il était entré dans le box des accusés soutenu par deux gardes. A l'âge de soixante-dix-sept ans, Alexandre Cervini, ouvrier peintre d'origine italienne, a été condamné par la cour d'assises de Paris, vendredi 17 septembre, à cinq années d'emprisonnement avec sursis pour homicide volontaire avec préméditation.

Le 26 mai 1972 à Paris, sous les combles d'un immeuble vétuste du quartier du Marais, dans le couloir étroit qui dessert une dizaine de mansardes où vivent de petits artisans solitaires, un couple de concubines et des ouvriers jouglares s'entre-tuaient. Le vieil homme, soixante-trois ans, fut d'une décharge de chevrotines M. Georges Grimbard, quarante-deux ans, son voisin de palier. Aussitôt le vieil homme se barricada dans sa chambre.

Deux policiers, des amis, venus du commissariat tout proche, tentèrent de le convaincre de se rendre. Quand ils réussirent à pénétrer dans la chambre, ils découvrirent le vieillard pendu à une corde. Alexandre Cervini avait écrit dans un dernier message qu'il mettrait fin à ses jours après s'être vengé d'un homme qui l'avait « percuté ».

Vengeance misérable. M. Grimbard, serrurier en joaillerie, vivait dans son atelier avec son fils naturel, âgé de dix-sept ans, et son fils adoptif, âgé de dix ans. M. Grimbard déclarait volontiers à qui lui faisait un reproche qu'il « emmerdait tout le monde ». Il s'exprimait manifestement sur deux visages, celui d'un homme, depuis deux ans ne cessait de se plaindre du bruit qu'il faisait. Les deux hommes échangeaient trocasseries et mesquineries de toutes sortes. Dans les toilettes communes de l'étage, Cervini affichait à l'intention de son « adversaire » des menaces désespérées auxquelles ce dernier répondait : « Spaghetti, retourne dans ton pays ». Un jour, M. Grimbard écrit : « Vermorel », c'était la veille du crime.

« Je ne dors plus, déclare l'accusé. Il m'énervait, son chien me faisait peur. Il m'humiliait tout le temps. Puis le vieil homme, qui, devant la cour, se défend parfois avec vigueur avant de s'effondrer sur son banc en

pleurs, éclaire soudain son dernier procès et avoue : « Il m'a fait surtout du mal moralement. Si cela avait été matériellement ou physiquement, j'aurais peut-être trouvé un moyen de me défendre. Mais d'être mortel, le n'avais pas d'argument. » Les psychiatres n'ont trouvé aucun signe pathologique chez l'accusé : pas de maladie de la personnalité, pas de maladie de la personnalité. Le vieillard devenait de plus en plus « agité » avec l'âge et prenait plus ou moins conscience d'un « certain rythme de sa vie ».

Travailleur, Alexandre Cervini n'avait jamais cotisé à la Sécurité sociale. En 1972, gravement malade, il avait quitté la maison pour se faire soigner à l'hôpital. De plus, il venait de perdre toutes ses économies dans un incendie. Il se voyait condamné à survivre dans cette mansarde qu'il habitait depuis trente-quatre ans en solitaire, ou presque. Son amie l'avait quitté deux ans plus tôt. Lui-même il avait écrit : « 1964-1970 : la chambre de la mort ». « 1972 : la chambre de la mort ». « Je ne peux pas vous expliquer mon geste, dit-il à la cour. Je sentais que c'était dans ma tête. Il ne s'agit pas de vengeance. C'est un très brève homme, pondéré et calme » décrit par un policier, son ami, a pris un jour son fusil. « L'ennemi était un homme qui ne pouvait pas mourir, mais qui avait trop joué avec les angoisses de son voisin sans le savoir. »

Alexandre Cervini, à qui l'avocat général a reconnu le « droit à quelques égards », est reparti à la maison. Il avait été placé en détention, et où il est aujourd'hui condamné en sursis.

FRANCIS CORNU.

M. DE VATHAIRE A ÉTÉ INTERROGÉ PENDANT PLUS DE SIX HEURES

L'interrogatoire de M. Henri de Vathaire, vendredi 17 septembre, a duré près de six heures et a été mené par M. Marcel Cécaldi, M. de Vathaire a répondu aux questions posées par M. François Petot, juge d'instruction, M. de Vathaire a déclaré qu'il avait fait le 8 septembre avant d'être inculpé d'abus de confiance.

Il semble que le directeur comptable de plusieurs sociétés du groupe Dassault ait été confirmé les différents points de sa première audition et notamment les accusations portées contre Jean Kay, dont on est toujours sûr, nous dit M. de Vathaire, qu'il avait déclaré avoir remis à ce dernier les 6 millions de francs tirés sur le compte personnel de M. Marcel Dassault. Il avait également précisé que Jean Kay avait conservé le dossier constitué sur certaines opérations financières du groupe Dassault.

En quittant le palais de justice, M. Cécaldi s'est montré fort discret sur le résultat de cette deuxième audition. « Je ne fais rien », a-t-il dit, des bonnes conditions dans lesquelles se déroule cette information menée par M. Petot. Mon client, qui est très calme, a répondu franchement à toutes les questions qui lui ont été posées sur l'ensemble de l'affaire. Il y aura certainement d'autres interrogatoires. Je n'ai pas demandé au juge d'entendre des témoins ni de confronter mon client avec M. Dassault puisque les faits sont reconnus. »

FAITS DIVERS

RÈGLEMENT DE COMPTES A NICE

Le dernier rival des frères Zemmour est tué par deux inconnus

Un repris de justice parisien, Marcel Gauthier, trente-cinq ans, a été tué de cinq balles de 11,43 alors qu'il débarrassait le vendredi 17 septembre dans l'après-midi, du car-ferry arrivant de Calvi. Malgré la présence d'une centaine de témoins, ses deux meurtriers ont pu prendre la fuite à bord d'un fourgonnette peu après, vide. Dans les bagages de Gauthier, les policiers ont découvert cinquante bâtons de dynamite.

La mort de Marcel Gauthier marque certainement l'un des derniers épisodes de la « guerre des gangs » qui oppose depuis plus de trois ans les frères Zemmour à une équipe d'autres malfaiteurs appelés tantôt « Siciliens » tantôt « Lyonnais », bien que les chefs de cette bande et l'essentiel de leurs troupes soient parisiens. Marcel Gauthier avait, en compagnie de Jean-Claude Vella — assassiné lui aussi, le 15 septembre 1975, à l'âge de trente-sept ans, — repris la direction de ce « gang des Siciliens » après la disparition de son ancien chef, Roger Bacry, retrouvé mort le 13 juin 1974 chez

Des commissions excessives auraient été versées aux actionnaires de l'AREA

De notre correspondant régional

Chambery. — Le conflit qui oppose depuis le 7 septembre une partie du personnel de l'AREA Société de construction des autoroutes alpines — à la direction de celle-ci d'une part, et au ministère de l'équipement d'autre part, a pris soudain, vendredi 17 septembre, un aspect nouveau, très proche du scandale financier. En effet, au cours d'une conférence de presse tenue en fin de matinée aux carrières de Villacher, interdite à la circulation depuis dix jours maintenant (le Monde des 10 et 11 septembre), le secrétaire du comité d'entreprise et les délégués des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont rendu publics des rapports et des correspondances qu'ils ont obtenus et qui, selon eux, révèlent des pratiques économiques et financières pour le moins abusives.

Cette fois, le ministère de l'équipement, qui témoignait jusqu'à présent d'une grande discrétion à l'égard des annués rencontrés par l'AREA, devra bien rendre position sur ce qu'il faut appeler dorénavant « l'affaire des autoroutes alpines ». Par leurs révélations, auxquelles ils tiennent avant tout à conserver un caractère technique, les représentants du personnel ou, crevé l'abcès.

Les accusations qu'ils portent ne sont pas minces. Elles se résument en deux chiffres. Montant des apports en capital réalisés par les sept entreprises et les trois banques ayant constitué l'AREA : 140 millions de francs. Montant des sommes versées par l'AREA aux sociétés pendant la même période (quatre ans) : 310 millions de francs. Une convention signée le 2 juillet 1971 oblige en effet l'AREA à verser à ses actionnaires-entrepreneurs une commission correspondant à 14 % du montant prévisionnel des travaux effectués chaque année et aux banques 1 % du montant des emprunts réalisés par l'AREA.

Or, un des documents rendus publics — une note d'un conseiller fiscal — révèle que celui-ci, considéré déjà, en mars 1974, cette pratique « tout à fait exorbitante », « On ne voit pas très bien, écrit-il, ce que rémunère cette commission puisque le coût du personnel technique mis à disposition, les frais des études confiées au G.I.E. (Groupe inter-entreprises), le coût de la mise à disposition éventuelle de matériel ne sont pas inclus. » Cette commission était versée en plus des sommes qui pouvaient être réglées aux entreprises en question au titre de prestations de services. Cette pratique est si contestable, que dans une lettre datée de mars 1975 un conseiller juridique de l'AREA observait que ces commissions rémunéreraient « de façon disproportionnée des services insuffisamment déterminés rendus par des actionnaires à la société ». Et il ajoutait une mise en garde claire : « Les assemblées générales, les rapports des commissaires aux comptes, ont approuvés les bilans, ne seraient pas un obstacle à ce que ces versements soient considérés comme un délit d'abus de biens sociaux, les articles L. 347 et suivants de la loi du 24 juillet 1966 interdisant les clauses d'impair fixe et les dividendes fictifs. »

Au cours de la conférence de presse, les représentants du personnel ont estimé que le ministère de l'équipement ne pouvait

pas non plus dégarer sa responsabilité dans toute cette affaire. Selon eux, le ministère commettait, depuis l'ouverture des négociations destinées à fixer le sort de l'AREA (début 1976), cette clause des 14 % et du 1 % pour les banques. Les représentants du personnel s'étonnent que le document faisant état des solutions à l'étude et comportant les critiques qui précèdent (document émanant de M. P. Le Vert, ingénieur général des ponts et chaussées au ministère de l'équipement, représentant de l'Etat au sein du conseil d'administration de la Société du tunnel sous le Mont-Blanc) ait été entre les mains de l'AREA alors qu'il porte en tête la mention manuscrite « Confidentiel ». Bien que ce document, daté du 20 février 1976, précise que le seul moyen pour contraindre l'AREA à réduire sensiblement le pourcentage de la commission serait de lui refuser la garantie de l'Etat pour les emprunts qu'elle demanderait au-delà du contingent normal, la Société des autoroutes alpines se permettrait, le 11 août dernier, de solliciter une extension de ses possibilités d'emprunts de 48 à 70 %.

BERNARD ELIE.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LES ÉLUS DE LA SEINE-SAINT-DENIS S'INOUIÈTENT DES FERMETURES D'USINES

En présence d'un millier de travailleurs représentant plus de deux cents entreprises, le conseil général de la Seine-Saint-Denis a adopté, le 17 septembre, à l'unanimité, une délibération dans laquelle il demande de stopper le désinvestissement de la région parisienne et exige l'arrêt de toute fermeture d'entreprise.

Fermeture d'entreprises, chômage, inflation, super-impôt de la sécheresse, répression dans les entreprises : M. Georges Valbon, président (P.C.) du conseil général, a déclaré qu'il était temps que le conseil débâte « de l'aggravation d'une crise délibérée provoquée ».

« Au 1^{er} septembre, nous avions mille sept cent vingt-cinq demandes d'un premier emploi contre mille deux cent soixante-deux l'an passé », a précisé M. Jean-Pierre Perillat, président (P.C.) de la commission départementale.

M. Yves-Bertrand Buralat, préfet de la Seine-Saint-Denis, a reconnu que la situation économique avait été médiocre en 1975. Toutefois il a estimé que, globalement, l'activité industrielle connaît, au début de septembre 1976, une allure nettement supérieure à celle observée en un an auparavant. Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites, qui était de 30 773 en janvier, est tombé à 25 134 au mois d'août. Le chômage partiel diminue.

QUALITÉ DE LA VIE

UN COMMANDO DÉROBE DES DOCUMENTS DANS LES LOCAUX DE LA PROTECTION CIVILE A GRENOBLE

Une vingtaine de personnes, qui pour la plupart avaient déjà manifesté, le vendredi 17 septembre, dans les rues de Grenoble pour protester contre l'installation à la centrale nucléaire de Creys-Malville dans l'Isère du suréquipement Super-Phénix, se sont introduites ce samedi matin, vers 11 h. 30, dans les locaux de la préfecture.

Cette action de commando, qui s'est déroulée dans les bureaux de la protection civile, alors que des cars de C.R.S. se trouvaient en surveillance devant les bâtiments, aurait permis à ses auteurs de s'emparer de plusieurs documents dont, notamment, un plan dit « Orsec Rad », qui donne les dispositions à prendre dans le département en cas d'accident nucléaire.

Paris

FIN DES AUTOBUS A IMPERIALE. — Les autobus à impériale en service à Paris vont être supprimés après dix ans d'existence. Leur usage imposait en effet des arrêts longs et ils défilèrent les arbres situés sur leur passage.

1976-1977

aujourd'hui

Deux « haguards » s'en vont

Prof de lycée ? Plus possible !

Samedi 18 septembre

partie : L'accusé Abraham Cady); 22 h. 35.
Magazine: Les gens heureux ont une histoire,
de F. Deguelt.
23 h. 15 (●). Variétés : Drôle de baraque,
de J. Audouard, G. Daude et R. Sangla.

CHAINE III : FR 3
20 h. 30 (●) (R.), Essai : Un certain Giovanni
Brna, de J.-M. Drot.

« Le nouveau jeu politique français », par notre collaborateur Alain Duhamel, professeur à l'Institut d'études politiques et chroniqueur à Europe 1.

CHAINE II : A2

11 h. 30. Concert; 12 h. Magazine : Les
fantômes du dimanche; 14 h. Jeu : Monsieur
Chiffre; 15 h. 57 (R.) : « Geneviève »,
de H. Cernuschi (L. Kessel, J. Gregson, D. Sheridan,
C. More, K. Wendall).
*Une voiture ancienne qui porte un nom
de femme et les délices du Magazine anglais.*

16 h. 20 Magazine : Des animaux et des
hommes; 17 h. 10. Résultats sportifs; 17 h. 15.
Jeu : 18 h. 5. Série : Super Jaimie; 19 h.
Stade 2.

20 h. 30. Jeux sans frontières à Gruningen
(Pays-Bas); 22 h. 5 (R.). Série : La dynastie
des Forsyte.

CHAINE III : FR 3

11 h. A écran ouvert (émission destinée
aux travailleurs étrangers); 20 h. 45. Spécial

CHAÎNE II : A2

13 h. 50. Accordéon ; 14 h. Aujourd'hui madame ; 15 h. (R.) Série : Mission impossible ; 16 h. 18. Aujourd'hui magazine ; 18 h. Fenêtre d'Alain ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 44. Jeu : Chacun chez soi.

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55 (R.) L'art sur le vif, prod. P. Breugnot ; Collection comte Giuseppe Panza di Biumo, réal. J. Barzani, industriel et amateur d'art.

22 h. 45. Variétés : L'hulle sur le feu, de P. Bouvard.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : L'école d'horti-

18 h 30, TV, Service : 19 h 45, 55, Jeu : Des chiffres et des lettres, 10 h, 14 h, 55, Chiffres et lettres, 20 h 30 (R). Les dossiers de l'écran... (Alérim : « Q.B. VII » (troisième partie : Le procès) ; vers 22 h. Débat : Les bouchers en blouse blanche).

19 h 30, M. G. Wolter, maître de recherches au C.N.R.S. ; le docteur Y. Ternon, chirurgien ; le docteur A. Lattich, biologiste ; le docteur S. Elvich, radiologue ; M. S. Alu. Film : Mmes Y. Lela, I. Garon, T. Alu. Cliquet.

CHÂINE III : FR 3

18 h 45, Pour les jaunes : 19 h 5, 5. Émissions régionales : 19 h 30, Tribune libre : Émission française pour la participation dans les entreprises, 20 h, Jeu : Les jeux de 20 heures. 20 h 30 (R). Film : « Retour au paradis » de M. Robson (1982), avec G. Cooper, B. Jones.

CHAÎNE II : A2

13 h. 35, Émissions régionales; 13 h. 50, Accordéon; 14 h. Aujourd'hui madame; 15 h. (R) Série : Bonanza; 16 h. Pour les jeunes; 17 h. Un sur cinq; 18 h. 15, Le palmier; 19 h. Les enfants; 18 h. 30, TV service; 18 h. 55, Les enfants; Des lettres et des lettres; 19 h. 45, Jeu. Chacun chez soi.

20 h. 30, Série : «Kojak» (jeux dangereux); 21 h. 30, Magazine d'actualité : C'est à dire, c'est. J.-M. Canada.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45, Pour les jeunes; 19 h. 5, Émissions régionales; 19 h. 40, Tribuns libre : Le parti socialiste; 20 h. Les jeux de 20 heures. 20 h. 30, 1000 ans; 10 h. 45, Le Dernier des Carroz; 11 h. 7. Aujourd'hui réel. J. Kerchorn avec J. F. V. Zavata, D. Doll.

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, défend l'idée que les responsables politiques doivent être en contact avec les Français.

22 h. 20. Allons en cinéma.

CHÂINE II : A2

13 h. 35. Emissions régionales; 13 h. 50. Accordées; 14 h. Aujourd'hui madame...; 15 h. 13. Série : Sur la piste du crime; 16 h. 30. Aujourd'hui magazine; 18 h. 20. Les nouvelles de la semaine; 18 h. 30. Les enfants; 18 h. 30. TV service; 18 h. 55. Jeu. Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Emissions réservées aux formations politiques : P.U.D.R. 20 h. 30 (*) (R). Rim : C. On change bien les chevaux; 21 h. 30. Les nouvelles avec J. Fondas; 22 h. Sarrasin; G. Young. S. York.

Une vision étirée d'une des conséquences de la crise économique, aux Etats-Unis, d'après le roman d'Anthony Burgess.

22 h. 55. Variétés : Vous avez dit bizarre.

INFORMATIONS

ABRÉVIATIONS

Dans ce supplément radio-télévision, les signes (★) renvoient à la rubrique Ecouter, voir, ou aux articles de première page de l'écart, (⊙) indique des émissions sortant de l'ordinaire, (N) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs, (R) les rediffusions, (III) les émissions de TF1 relayées en couleurs sur FR3.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

RELIGIEUSES
ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : 9 h. 15, A Bible ouverte (le 19) ;
9 h. 30, Foi et tradition des chrétiens ori-
entaux (le 19), Orthodoxie (le 26) ; 10 h., Pré-
sente prospective : 10 h. - 30, Le jour du
Seigneur : Prier à Pithkou (le 19), Le défi
chinois (le 26) ; 11 h., Messe à la chapelle
des Orans-de-l'Assomption, à Bonnelles (le
19), à Notre-Dame-de-Bellver, à Mendon-
ce (le 26).

Régulières

FRANCE-INTER : (informations toutes les heures) ; 5 h. L. Les matin à la pique ; 7 h. L. Sports ; 9 h. 10. L. L'espagnole de la Vierge ; 11 h. L. Anne - Galland ; 12 h. L. Récro- ; 12 h. 45. L. Les jour des 1 000 francs ; 13 h. L. Journal de Jean-Pierre Elkabbach ; 14 h. L. Le temps de vivre ; 16 h. L'Ehcrac de musique classique ; 17 h. L. Radiocorps ; 18 h. L. Bassano ; 19 h. L. Journal ; 20 h. L. Marche ou rêve (le samedi) : La tribune de l'histoire ; 22 h. 10. L. Le Pop Club.

EUROPE 1 : (informations toutes les heures) ; 5 h. L. Musiques et cou-

tites ondes - Grandes ondes

velles; 9 h. 1

10 h, *Ma vie* ; 11 h, *Le*
9 h 10, *Le*
11 h, *Le*
Rétro-
jeu des
10 h, *Le*
11 h, *Le*
L'heure
Beauvais ;
Marche
sibaine de
top Club ;
sont toutes
et sont

le disque; 17 h. Taxi; 19 h.

Religieuses
et philosophiques
FRANCE-CULTURE (le di-
manche) : 7 h. 15, Horizon ; 8 h.,

17 h, Taxi; 19 h, Orthodox

[illegible]

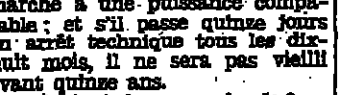
Radioscopies

FRANCE-INTER : 17 h, Jacques Chancel reçoit Michel Boutron, des villages d'enfants (lundi)
Yvan Andouard (mardi), Maxime le Forestier (mercredi), Christian Guillet, ex-insouc-magou (jeudi)
Roger Keriner, président de l'Alliance coopérative internationale (vendredi).

L'OPINION

TO THE
POINT INTERNATIONAL

Facades jaunes, fumées bleues



longue jamais vus en Angleterre, et la première depuis l'entrée en vigueur de l' « Equal Pay Act. » (loi sur l'égalité des salaires), en

Trico. C'est donc la direction de
Trico qui a fait appel au
tribunal pour essayer de régler
le litige et de ramener les femmes

production interdite de tous arti-
s, sans accord avec l'administration.

RAYMOND JEAN.

longue jamais vus en Angleterre, et la première depuis l'entrée en vigueur de l' « Equal Pay Act. » (loi sur l'égalité des salaires), en

Trico. C'est donc la direction de
Trico qui a fait appel au
tribunal pour essayer de régler
le litige et de ramener les femmes

production interdite de tous arti-
s, sans accord avec l'administration.

KATIE BREEN.

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*.
Gérants :
Jacques Favret, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie
du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

REVUE DES REVUES *par Yves Florenne*

retour à la raison (lumière) en changeant ses raisons ? La « métanoia » qui est proposée, à laquelle nous sommes complotés, s'oppose à la paranoïa collective dont les signes sont la dépression, la catatonie, le « brain-in-a-computer » (l'infatigable l'infatigable) (démo-graphique comprise), l'épuisement de la planète et finalement sa destruction. Qu'on ne s'y trompe pas pourtant : « métanoia » dépasse de beaucoup l'ordre du « repentir » qui n'est qu'un acte. Chahiers d'herméneutique, et principalement du « Chiquisme Évangile » (qui serait le premier en date), celui de Thomas, leur propos est la recherche et l'élucidation de la « métanoia » authentiques » de Jésus. La traduction et les commentaires de cet évangile par Philippe de Suares (publié par les éditions de l'association Métanoia préexistant aux Chahiers) ont fait quelque bruit. De ce fait, il est intéressant de noter que, finalement aux yeux et rien n'est donc comme de dormir à l'ombre habituelle.

[illegible]

XAVIER GRALL

501

La petite rentrée de l'Opéra salle Favart

■ Le troisième Festival international de café-théâtre aura lieu à la Maison de la culture de Rennes du 10 au 20 novembre. Vingt et un spectacles seront joués à la Maison de la culture, mais aussi dans des cafés, des maisons de quartier, des cafétérias d'entreprise, etc. Ce Festival comprend également des débats entre jeunes comédiens et réalisateurs.

Bernard Thomas et son festival

Les violonistes de la reine Élisabeth

Septième prix du concours Reine-Elisabeth de cette année, la Française Marie-Annick Nicolas témoignait d'une véritable personnalité dans le Concerto de Mendelssohn, que l'on écoutait presque comme une œuvre neuve... La sonorité fine et authentique n'est peut-être pas

la reine Élisabeth

Le Corden Dong Suk Kang, qui fut classé en meilleur rang, a une personnalité qui se reflète dans sa musique, un son d'une réelle maturité, et son usage même de l'expression immatérielle comme celle de certains musiques orientales. Ses compositions sont remarquables stylistiquement. Pourtant son style n'arrive pas toujours à surmonter le mystique, éloquent, franchissant les difficultés techniques, et se perdant dans le fond de l'être à chaque pointe d'intensité, il ne se soule que pour descendre dans le grand flot d'un son qui se dissout dans une sonorité suffisamment incolorable. Mais l'on ne peut douter qu'il ne soit un véritable artiste, et les deux violonistes de talent ont été récompensés par le grand concours d'été.

Expositions

UN MARCHÉ D'ART SANS MARCHANDS À MONTREUIL

100

Théâtre

« TOUT CONTRE UN PETIT BOIS »

Une femme (Michèle Marquais) attend son fils dans une minable chambre d'hôtel (le décor est de Yannis Kokkos). Il doit l'emmener avec lui dans un château, tout contre un petit bois où il y a un lac. D'abord, entre un ouvrier (Roland Blanche), qui vient peindre les murs en marron. Il parle beaucoup, avec une gentillesse indifférente traversée de violence, gouailleux, inquiet. Il sait tout comme si elle lui avait tout raconté, comme s'il la connaissait depuis toujours, c'est la mort.

série B. Sa scène est tellement indigeste que, malgré son autorité, le charme de son humour, Francoise Christophe parvient difficilement à renouer le fil cassé. Restent des numéros d'acteur, des performances.

COLETTE GODARD.

* Récamier. 20 h. 30.

Murray Perahia, pianiste et chef

Bien qu'il ait déjà joué avec Pina Carmirelli aux Amis de la musique de chambre il y a trois ans, le concert donné mercredi par Murray Perahia au Festival estival (retransmis par France-Musique) marquait ses grands débuts à Paris comme soliste et chef d'orchestre.

Né en 1947 à New-York, dans une famille juive d'origine espagnole qui a gardé depuis le seizième siècle sa langue et ses traditions, Murray Perahia, après des études musicales précoces, s'est formé en grande partie seul, se mettant, dit-il, « à l'écoute » des pianistes du passé : Paderewski, Cortot, Horowitz, Schnabel, Horowitzski ; il a été ensuite à bonne école avec la merveilleuse

équipe de Serkin et Schneider
au Festival de Marlboro, et a
remporté en 1972 le concours de
Leeds.

Il apparaît d'abord en chef d'orchestre, petit, mince, le visage ténébreux masqué par un casque de cheuveau sombre prolongeant l'habit noir ; mais l'expression du visage brille et concentre les gestes précis et chargés de musique semblent communiquer directement avec les instruments de l'English Chamber Orchestra d'où naissent des notes, des phrases d'une parfaite distinction. Et la Symphonie n° 6 « Le Matin », de Haydn, brille dans l'arc de ses détails poétiques, parvenues comme du soleil, mais sans éblouir, dans les tons exquis de la Création et des Saisons.

Au piano maintenant, dans les Concertos en mi bémol (« Jeune-homme », 1911) et en majeur (« Jeune-femme », 1912), le maître est moins convaincant. Son jeu fluide, délicat, est certes d'une grande finesse, mais trop discret ; il attique toujours les phrases plus doucement que nécessaire et même quand on enfle le son, il résonne sans violence, sans s'approcher jamais son audace. Dans ces frêles Mozart un peu en marge, agacés, souvent monochromes, on ne retrouve pas la personnalité vibrante, brillante, du vrai Mozart, qui dans le style le plus pur, dispense la musique la plus affectueuse.

— Mais, dit-il, c'est à l'orchestre (« Marmozes », 1913) que Marmoz-vous bien ? — Marmoz-vous bien ? —

Chacun certes entretient avec les œuvres des relations différentes, en fonction de son tempérament, de son passé ; mais l'on souhaite que Murray Perahia s'étende peu à peu de son retrait ombrageux pour atteindre à l'épanouissement d'une nature, que l'on désire pleine de richesses. Il n'en a pas moins déjà séduit les exceptionnels instrumentistes de l'English Chamber Orchestra et le public de la salle Pleyel.

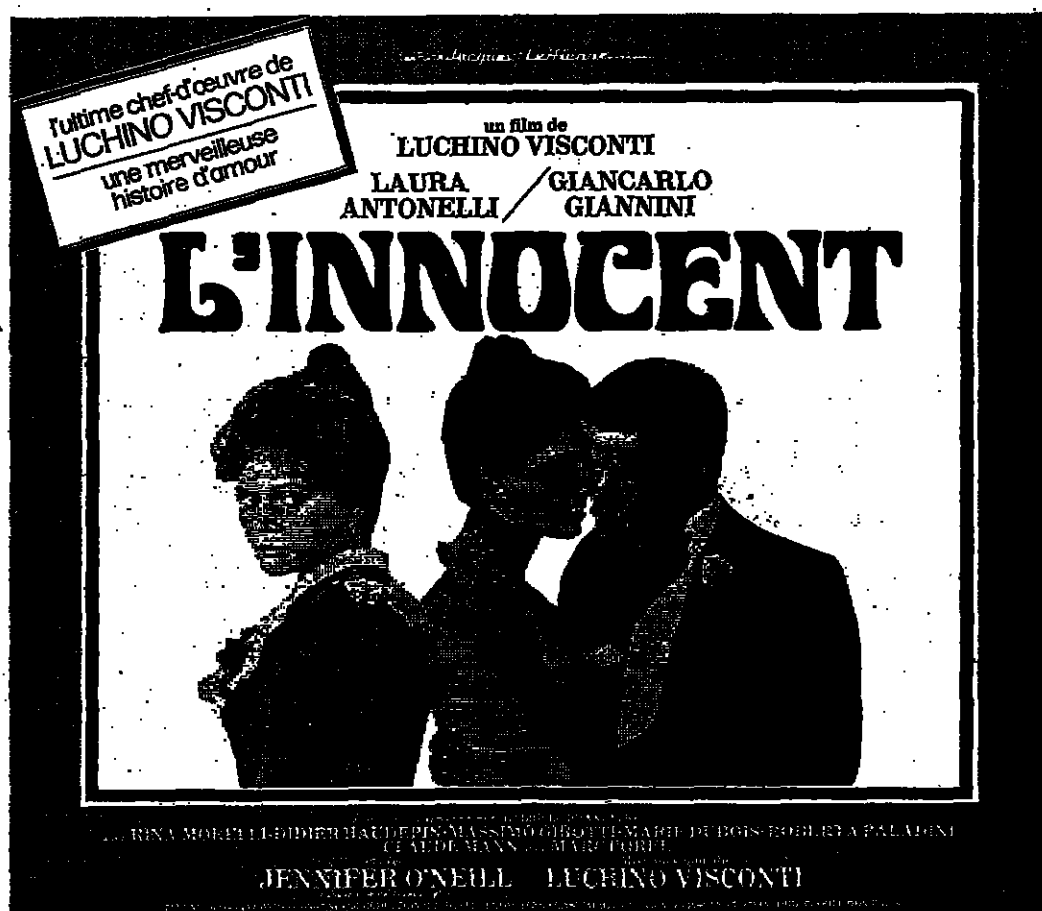
★ Murray Perahia enregistre actuellement l'intégrale des Concertos de Mozart pour C.B.S., où il a déjà publié les Fantaisies et les Davidbändler de Schumann, les Concertos de Mendelssohn, les Sonates et les Préludes de Chopin.



**BARRY,
LYNDON**
vs Alan de
STANLEY KUBRICK

**GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES vs
GAUMONT RIVE GAUCHE vs IMPÉRIAL w**
GAUMONT SUD w
14 h • 17 h 25 • 21 h
MAUTEFLEUR w
14 h • 17 h 30 • 21 h • 24 h 30

Ce soir, séance supplémentaire
vers 8 h. 30, aux GAUMONT CHAMPS-
ELYSEES - GAUMONT RIVE GAUCHE
GAUMONT SUD



INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

© Argos Films.

ACE A FACE (A.) (v.) (v.o.): Vendôme (2*) (073-87-52), Saint-Michel (5*) (325-79-17), Bonaparte (6*) (326-12-12), U.G.C. - Odeon (6*) (325-71-08), Biarritz (6*) (723-68-23) : (v.f.): Erritages (8*) (399-15-

1. Casemonde-Opera. 9° (770-1-90), Bienvenue - Montparnasse. 5° (544-25-02); Royal-Passy. 16° 527-41-181.

AL DISNEY (A. v.f.) : Gaumont-Théâtre. 3° (231-33-18); La Royale. 3° (385-82-88); Fauvette. 13° (331-64-86); Cambrouse. 15° (734-42-88); Cléchy-Pathé. 18° (322-74-41); Montréal-Club. 18° (807-

F pour cent pages, alors que les numéros ordinaires (celui d'octobre compte soixante-douze pages) coûtent 4,50 F... Un tel art pour le moins... artificiel.

S'il y a « artifice », on conviendrait qu'il est plus minier que journalistique.

Au demeurant, si l'Institut national de la consommation devait devenir de plus en plus

J. D.

© Argos Films.

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS Argos Films.

**"LE PREMIER FILM QUI RELIE L'AMOUR PHYSIQUE DANS
SON PAROXYSMES AU MYSTÈRE DE NOTRE DESTINÉE"**

Filmopportunity LEF B&B

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

* Argos Films.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les déductions fiscales pour travaux d'amélioration d'immeubles seraient supprimées

Le plan Barre a-t-il été définitivement mis au point durant le conseil restreint qui s'est tenu vendredi 17 septembre à l'Élysée ? Il semble bien que non et que sur des points essentiels — le régime des prix notamment — MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre hésitent encore.

En fait, et malgré la très grande difficulté qu'il y a à obtenir des informations du fait du silence observé aussi bien à l'Élysée qu'à Matignon, il semble que la décision ait été prise de ne pas « maîtriser » les Français ni comme consommateurs, ni comme contribuables. La tendance est plutôt à la modération, étant entendu que M. Barre s'efforce, semble-t-il, de demander « un peu à tout le monde » et plus aux nantis qu'à ceux qui disposent de revenus seulement moyens. Les plus modestes seraient, quant à eux, épargnés.

Des surprises ne sont pas à exclure. Ainsi, par exemple, un blocage total ou partiel des prix n'est pas encore complètement écarté par le chef du gouvernement. Certains conseillers officiels continuent d'en être fermement partisans, faisant remarquer que sans une telle mesure un plan de lutte contre l'inflation aurait piètre allure et risquerait

fort de n'être pas du tout crédible. Mais M. Giscard d'Estaing, qui a eu l'habitude de l'Élysée, est plus ouvert à la modération, et M. Barre semble maintenant partager ce point de vue.

C'est plutôt du côté fiscal que les mesures risquent d'être les plus nombreuses, et les plus désagréables. Après avoir étudié — puis abandonné — la possibilité de majorer le taux maximum des droits de succession, les pouvoirs publics avaient sérieusement envisagé de demander au Parlement une réduction de 10 % des abattements spéciaux (40 %, 30 %, 20 % et 10 %) dont bénéficient soixante-treize professions et parmi elles celles des journalistes, des pilotes de ligne, des voyageurs et représentants de commerce, etc. Sur ce point encore, il semble que l'on ait renoncé.

En revanche, serait supprimée la possibilité de déduire du revenu imposable les dépenses d'amélioration des immeubles. Cette mesure, qui a toute chance d'être retenue, est très importante dans la mesure où elle mettra fin à beaucoup de dépenses déduites de l'impôt sur le revenu. En effet, le code général d'impôts donne aux propriétaires d'immeubles qui ont fait des travaux d'amélioration la possibilité d'annuler un déficit fiscal lorsque le montant des dépenses dépasse le montant des loyers perçus.

La F.N.S.E.A. va préparer un Livre blanc « sur la situation réelle de l'agriculture »

« C'était le mur des lamentations », a commenté, vendredi 17 septembre, un jeune dirigeant paysan à l'issue du conseil national de la F.N.S.E.A., instance extraordinaire de la Fédération des exploitants, qui réunit tous les responsables départementaux. Le communiqué publié par la centrale paysanne est éloquent. En ce qui concerne le montant de l'aide qui sera annoncée le 22 septembre, « le conseil national (...) refuse d'admettre que les pouvoirs publics prennent pour base (...) les comptes présentés par la Commission des comptes de l'agriculture (...), en conséquence ne peut envisager que les aides directes n'atteignent pas le minimum de 8 milliards de francs. Pour permettre le maintien ou la reconstitution du potentiel de production agricole, les aides directes doivent être complétées par des mesures spécifiques de crédit (...) sans limitation de volumes ».

En ce qui concerne l'étendue et la répartition des aides, « le conseil national (...) estime que si les aides directes doivent bénéficier en priorité à l'élevage (...), elles doivent aussi compenser

les pertes importantes subies par d'autres productions dans certaines régions ». En outre, la F.N.S.E.A. demande le relèvement du plafond des aides à l'unité de surface de 30 à 40 unités. Enfin, « compte tenu des doutes injustifiés que l'on a fait naître », le conseil national a décidé l'élaboration d'un Livre blanc « sur la situation réelle de l'agriculture française ».

M. Michel Debattiste a déclaré en commentant les travaux de la session : « Les agriculteurs jugeront le gouvernement. Et, après avoir regretté que la concentration ne soit plus ce qu'elle a été, sous le gouvernement de M. Chirac, il a averti : « Les agriculteurs ont une faculté extraordinaire : c'est de se souvenir dans les moments décisifs. Le président de la F.N.S.E.A. a indiqué qu'il convoquerait un nouveau conseil national quelques jours après le 22 septembre. Sera-ce le signal d'une vague d'agitation dans les campagnes si le montant des aides est jugé insuffisant ?

La situation des salariés agricoles n'a pas été évoquée au cours du conseil national de la F.N.S.E.A. bien que le nombre de chômeurs augmente.

Des licenciés très discrets

Amiens. — Trompeuse, la modestie des façades. Dans ces fermes basses, croûtées, qui s'élevaient en villages de Sauternes, on comptait des fortunes qui tournaient qu'on ne pouvait pas dire. Pays de grande agriculture, à longeur d'année éternelle, ensemençé, sillonné par des engins de taille effrayante. Terre prodigue où la culture du blé, de la betterave, des pois et des pommes de terre atteignent des dimensions et des rendements industriels. Dans ces paysans à l'allure patoise et besogneuse, il y a du chef d'entreprise qui connaît. Hier, au grand profit des nombreux salariés agricoles qu'ils employaient, aujourd'hui à leur désavantage. Moins de travail, donc on licencie. La faute à la sécheresse. Fini (ou presque) dans cette Picardie riche, le temps de l'ouvrier agricole qui faisait partie des meubles, nourri, logé, blanchi par la fermière.

Dans la région, depuis juin, une centaine de salariés agricoles ont perdu leur emploi pour cause économique. Cent sur quinze mille : une infime minorité, tempèrent les autorités qui reconnaissent pourtant la nouveauté du phénomène. Jusqu'à maintenant, les licenciements n'existaient guère en agriculture.

« Tout a été fait dans les règles », insiste Roger Decroque, gros cultivateur à Rosières-en-Santerre, qui a renvoyé cinq ouvriers sur les onze qu'il employait. Petit, l'œil vit de maquignon dans un visage rougeaud, M. Decroque ne fait pas montre de plus de regret qu'il ne sied. Il est obligé ; il n'aurait pas pu payer ses salariés ; il ne les avait embauchés que l'an dernier pour ouvrir un centre de conditionnement de pommes de terre. Cette année, la récolte a diminué des deux tiers. Le centre de conditionnement tourne au ralenti. Bien sûr, les cours de la pomme de terre ont entre-temps quintuplé. « Seulement, salt-on jamais ? Ça va si durer ? De toute façon c'étaient tous les jeunes entre dix-huit et vingt et un ans. Et puis, pendant un an, ils touchaient 90 % de leurs salaires. »

Au Réveil agricole de Picardie,

De notre envoyé spécial

coopérative céréalière de la Somme, qui a licencié neuf salariés, le directeur plaide la même « malheureuse » obligation. En 1970, il avait trop plu ; en 1971, il n'a pas assez plu. Deux années de suite, la récolte de céréales a été inférieure de 20 % à la normale. Ce double déficit aurait rendu impossible toute organisation en douceur du Réveil agricole, lequel, pour s'être assoupi sur un passé aussi glorieux que pousailler, était en difficultés financières. Il a fallu couper des têtes. Le plus discrètement possible, bien entendu. Qu'advient-il, si, alarmés par les rumeurs de mauvaises gestion, les agriculteurs adhérents au Réveil livraient leur grain aux coopératives rivales ? Le directeur s'en fait des cheveux gris. Passe de perdre des salariés, mais des socialistes !

« Gardez vos ouvriers »

Le brouillard qui entoure souvent les licenciements d'ouvriers agricoles gêne les syndicats. « Sans l'indiscrétion d'un fonctionnaire, nous n'aurions jamais su qu'en Picardie autant de salariés avaient perdu leur emploi », dit Jacques Clausse, permanent régional de l'agriculture (C.F.D.T.). Avec deux fonctionnaires par département pour quinze ou vingt mille salariés, comment les autorités pourraient-elles veiller à la bonne application des lois sociales agricoles ? D'autant que ces salariés sont éparpillés entre une multitude d'employeurs dans une campagne soupçonneuse, peu ouverte aux enquêtes administratives.

Jacques Clausse s'inquiète : « Pour une soixantaine de licenciés officiels dans la Somme, combien de victimes non déclarées de réduction d'emploi ? » Il cite le cas d'un aide-vacheur de Dury, âgé de cinquante et un ans, payé 250 francs par mois et prêt pour garder sa place, à se contenter du gîte et du couvert chez son employeur.

« Les ouvriers agricoles sont en-

La curieuse doctrine du consensus

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, le premier ministre doit jouer dans des circonstances tout à fait différentes. Le pays est entré en période pré-électorale et les partis politiques, à commencer par ceux de la majorité, ne sont pas disposés à laisser les mains libres au gouvernement, lui-même dirigé par un économiste aux talents largement reconnus.

D'où, affirme-t-on un peu partout, la nécessité de rechercher le fameux consensus. Mais cette nouvelle notion à la mode ne devrait pas trop faire illusion. D'un plan anti-inflationniste on peut dire d'avance, sans risque de se tromper, que s'il est taillé sur mesure pour recueillir l'approbation des principaux intéressés, il sera économiquement déficient. Cela ne signifie pas qu'il faille braquer l'opinion, ce qui serait évidemment se condamner à l'échec. Mais il n'est pas difficile de se convaincre que la doctrine dite du consensus consiste à renverser l'ordre normal des facteurs.

Le gouvernement doit d'abord présenter un ensemble de mesures suffisamment convaincantes pour persuader l'opinion qu'il peut raisonnablement réussir (le fait que M. Raymond Barre se soit borné à écouter ses visiteurs, au lieu de s'engager avec eux dans une discussion, montre qu'il n'est pas lui-même dupe de la mode du consensus...).

Même si le premier ministre a reçu, selon le rite, l'homme au petit chapeau quelques jours avant de présenter son plan au public, on n'en est heureusement plus au temps où l'on croyait qu'il suffisait, par quelques mesures rassurantes, de rétablir la confiance pour gagner la partie.

De ce qui précède, il résulte que la doctrine psychologique n'est pas l'unique doctrine qui n'est pas techniquement valable. C'est là une vérité d'évidence qui ne semble plus guère admettre aujourd'hui. Pour un peu, hommes du pouvoir et experts, amis ou adversaires, tendraient à peu près le langage suivant : « Ah ! si nous n'avions pas été si aveuglés par nos préjugés, nous aurions su, comme l'ont fait leurs collègues britanniques et allemands, à une politique des revenus, on tendrait la méthode la plus sûre pour réduire progressivement le taux d'inflation ! » Pour certains même l'« aveuglement » des partenaires sociaux est incompréhensible car, ajoutent-ils, comment ne pas voir que si les salaires augmentent de, mettons, 15 % et les prix de 12 %, le résultat est le même que si les premiers croissent de 9 % seulement et les seconds de 6 % ?

Il est facile de prouver le caractère factice de ce raisonnement : de par sa nature même l'inflation est un phénomène instable. Si prix et rémunérations n'ont pas la gentillesse de s'arrêter en chemin dans leur ascension, c'est parce que la cause qui produit leur hausse ne cesse d'agir. Si donc on veut ramener le taux d'inflation de, mettons, 12 % au niveau de 6 % ou 7 %, il faut réduire, toutes choses étant égales par ailleurs, la déséquilibre existant entre, d'une part, les moyens de paiement mis en circulation (notamment par le biais des revenus), et de l'autre, les quantités produites, étant entendu que dans une économie capitaliste l'offre peut être insuffisante, soit parce que les capacités de production sont déjà utilisées à plein, soit — ce qui est le cas actuellement — parce qu'il n'y a pas véritablement de lois utiles complémentaires dans les conditions qui régissent le marché (dans une économie socialiste et planifiée, le défaut de productivité ferait aussi indirectement sentir ses effets, mais sans doute sous des formes différentes).

Une cause non « structurelle »

Ce déséquilibre n'a en soi — faut-il le faire remarquer ? — rien de « structurel ». Bien qu'il soit aussi de rigueur dans la France d'aujourd'hui d'attribuer à nouveau le taux élevé d'inflation et à la faiblesse de la monnaie à des causes dites « structurelles », telles que l'inégalité des revenus ou la caractéristique de certaines professions. L'inégalité, qui est sans doute le problème le plus important que pose le capitalisme à la démocratie, peut, comme l'histoire récente l'a encore montré, cohabiter avec une certaine stabilité et l'instabilité monétaires. Inversement, il n'est pas sûr qu'une plus grande égalité soit une garantie contre le risque d'inflation.

On en revient toujours à ce principe fondamental : pour essayer de résoudre leurs problèmes de « structure » — et l'inégalité répartition des richesses peut en être une — les États recourent à des politiques de transferts sociaux. Ou bien le financement est organisé consciemment (par des prélèvements fiscaux ou d'autres cotisations) ou bien il ne l'est pas. Dans le second cas, c'est en dernière analyse l'instabilité d'émission qui doit intervenir pour créer ex nihilo les ressources moné-

taires nécessaires. Un processus typique d'inflation est alors amorcé.

A quels critères pourra-t-on juger l'efficacité, notamment économique, du plan en préparation ? L'analyse de la situation dans laquelle la France se trouve actuellement les mettra en lumière :

L'assainissement monétaire et budgétaire

Dans les circonstances présentes, il n'y a pas d'assainissement concevable sans l'engagement ferme du gouvernement de réduire considérablement le déficit budgétaire de 1977 et de le supprimer en 1978 (un échelonnement paraît préférable à la promesse d'une abolition de l'année prochaine à laquelle personne ne croit). Cette exigence n'est pas propre à la France, mais elle y est, si l'on peut dire, plus impérative qu'ailleurs, et cela à cause de la propension des Français, échaudés par une longue expérience, d'anticiper sur l'inflation future.

Le déficit des finances publiques a été le moyen par lequel tous les pays capitalistes ont, au cours de la dernière récession, pu éviter une véritable et brutale déflation, c'est-à-dire une contraction de la masse monétaire en circulation, comme cela s'est produit, pendant la grande dépression de 1930, avec toutes les conséquences que l'on sait.

La diminution de l'activité pendant les années 1974-1975 s'est traduite soit par un ralentissement, soit même, comme on l'a vu aux États-Unis, par une diminution en valeur absolue du volume des crédits bancaires à l'économie. Ces crédits ont été remplacés par des ordres sur l'État, ce qui a permis de maintenir, et en réalité d'accroître dans de fortes proportions (d'où l'inflation persistante), la masse monétaire. La France a recouru à ce procédé avec une relative modération. Le déficit n'y représentait qu'environ 2 % du P.N.B., alors que la proportion est d'environ 6 % en Allemagne et aux États-Unis, de 10 % à 12 % en Grande-Bretagne et en Italie.

L'assainissement budgétaire comportera nécessairement une aggravation des impôts.

Contrairement à ce que l'on constate encore aux États-Unis, et dans une certaine mesure en Suisse et en Allemagne, les crédits à l'économie connaissent à nouveau en France une forte expansion. Cela tient notamment au fait que la Banque de France finance un volume encore trop important de crédits d'équipement à moyen et à long terme, tout en accordant des taux privilégiés aux crédits à l'exportation, lesquels échappent en outre à tout encadrement, comme si dans la vie économique un crédit, quelle que soit sa destination, n'était pas fondamentalement semblable à un autre crédit (abus de la sélectivité est un des signes du sous-développement de l'économie française).

C'est seulement quand la lutte contre l'inflation est devenue à ce point des fruits qu'on pourra espérer une opportune détente des taux d'intérêt qui, dans les circonstances actuelles, ne seraient probablement pas suffisants pour relancer l'investissement comme semble le montrer l'exemple étranger. C'est ainsi qu'en Suisse, où les taux d'intérêt sont particulièrement modérés, une grande banque d'appartenance à l'État, un emprunt remboursable en dix ans à taux extrêmement bas dans le monde d'aujourd'hui, de 5 % ! Pourtant, les entreprises n'investissent pas plus que chez nous, à cause des surcapacités de production qu'elles ne parviennent pas à résorber.

Toute action sur le crédit devrait être accompagnée d'une réforme progressive du « circuit » monétaire pour empêcher, notamment, le gonflement du bilan de la Banque de France par des actifs immobilisés et immobilisables.

L'action sur les prix est particulièrement délicate. Faut-il revenir sur la politique de libération suivie par M. Jean-Pierre Fourcade et qui tranche sur une longue pratique de contrôle dont les résultats ne sont pas évidents ? Comment, tout en luttant contre l'inflation, permettre aux entreprises de reconstruire leur situation financière ? La solution idéale du point de vue économique serait de réunir les conditions propres à une compression des coûts de production. C'est seulement en s'en rapprochant qu'on pourra résoudre la contradiction, ce qui pose le problème de l'infatigabilité des profits. Avant d'aborder cette rubrique, faut-il rappeler qu'une politique de stabilisation authentique vise à tarir les sources d'inflation et, par conséquent, à réduire les déficits des entreprises publiques ? Cela peut conduire à des relèvements de tarifs qui, temporairement, se traduisent par une élévation de l'indice des prix.

La compression des coûts passe nécessairement par un ralentissement du rythme de croissance des salaires. L'exemple allemand, sinon anglais, est souvent cité à l'appui. Mais il ne faudrait pas oublier

qu'outre-Rhin la modération, du reste très conditionnelle, dont font preuve les syndicats, a été le couronnement des efforts entrepris par les autorités monétaires et politiques depuis 1973 pour combattre l'inflation. En France plusieurs années ont été perdues depuis que MM. Pompidou et Giscard d'Estaing refusaient l'inflation que leur tenait au printemps de 1973 le chancelier Helmut Schmidt pour entreprendre ensemble une politique dirigée en priorité contre l'inflation. Mais rien ne sert de s'appesantir sur les occasions du passé. La tâche la plus délicate du gouvernement consistera demain à briser les « anticipations inflationnistes » qui, en France, sont un moteur particulièrement puissant pour entretenir la hausse des prix et des salaires. Mais, répétons-le, une action purement psychologique serait totalement inutile si elle n'était accompagnée de mesures concrètes dans les domaines budgétaire et monétaire.

Un plan « sérieux », pour reprendre l'expression dont M. Barre a déjà usé à plusieurs reprises, comprendrait certainement un relâchement de différentes formules d'indexation. Dans son dernier rapport annuel, la Banque des règlements internationaux de Bâle note que « dans plusieurs pays les progrès réalisés dans la lutte contre l'inflation semblent s'être articulés autour de la modification ou de la suspension temporaire des systèmes d'indexation ». M. Raymond Barre y a fait une allusion indirecte quand il a affirmé son intention de respecter, pendant l'année en cours, les résultats de la politique contractuelle, tout en ajoutant qu'il fallait éviter que, dans l'avenir, cette politique n'aboutisse à des surenchères. Il est certain que l'évolution de l'ensemble des rémunérations, et non seulement celles du secteur public, est influencée par les contrats passés dans les grandes entreprises nationales et notamment à E.D.F., où une nouvelle formule jugée par certains particulièrement inflationniste est en vigueur depuis 1972. Ne pourrait-on imaginer que le gouvernement promette de mettre à l'étude la révision, si souvent demandée, de l'indice des prix en échange d'un retour à une plus grande souplesse dans les négociations de salaires ?

Le plan Pinay-Rueff de 1958, rappelez-vous, comportait notamment la promesse d'une révision de l'indice. Mais ce qui distingue le plus radicalement la situation qui régnait en 1958 et celle d'aujourd'hui est la conjoncture internationale. Il y a dix-huit ans, il s'agissait d'amener la France à un monde qui se construisait dans un cadre bien défini : libération des échanges, retour à la convertibilité à taux fixe des monnaies. Aujourd'hui, après une récession dont les effets sont loin d'être effacés, notamment sur le plan du chômage, le monde traverse une crise de croissance qui durera encore longtemps. L'instabilité qui règne dans tous les domaines, notamment dans celui de la monnaie, rend le danger d'inflation encore plus grand et plus nocif. Mais, dans le proche avenir comme dans le passé, la tenue du franc sera le meilleur critère pour juger des effets immédiats du plan de redressement.

Les pays qui ont réussi à lutter le plus efficacement contre la hausse des prix sont ceux dont la monnaie s'est, ou bien revalorisée (Allemagne, Suisse) ou bien stabilisée (États-Unis). En revanche, la dépréciation monétaire est un des facteurs les plus nuisants d'accélération de l'inflation.

PAUL FABRA.

FAITS ET CHIFFRES

M. GEORGES SEGUY a réaffirmé, vendredi 17 septembre, à l'A.F.E., que la C.G.T. se refusait à « toute trahison sociale » avec le gouvernement sur la question de l'indice des prix mais qu'elle était prête « à participer à toute négociation sérieuse propre à mettre sur pied un instrument de mesure des prix, précis et objectif ».

« Cela impose, entre autres impératifs, que le secret statistique soit levé et même que les organisations syndicales soient habilitées à désigner une partie des enquêteurs », a ajouté M. Seguy.

LA RÉGLEMENTATION SUR LE CHAUFFAGE. — « Il n'y a pas de date fixe pour le début de la période de chauffe », a rappelé, le 17 septembre, M. Syrota, directeur de l'Agence pour les économies d'énergie. La seule réglementation concerne la température, qui ne doit pas dépasser 20 degrés. Cependant, un chauffage précoce pourrait avoir des répercussions en fin de saison puisque les livraisons de fuel domestique sont contingencées. En 1970, elles étaient limitées à 95 % de la consommation de 1975.

